Made in Africa – Entretien avec Rhavy Nursimulu

« Maurice a tout pour devenir la plaque tournante du continent africain »

Plateforme fantôme

Bodha lance, l'opposition s'éclipse

Le Journal du Dimanche

ÉDITORIAL

J'attends des réponses. Et je ne suis pas le seul

DIMANCHE 27 JUILLET AU SAMEDI 02 AOÛT 2025 I Nº 1480 I EDITION NUMERIQUE

Reward Money : l'explosion finale d'un système d'État

- Rs 1 million cash/jour validés par la Banque de Maurice avant les élections
- Fonds publics envolés vers Dubaï, sans trace
- Dip sur la sellette, Bhojoo au cœur du réseau
- Soupçons de financement occulte de la campagne MSM

Champ de Mars : ambiance de feu !

Cartel Boss, Transonic, Xavion et The Gatekeeper font vibrer la piste.

ÉDITORIAL

J'attends des réponses. Et je ne suis pas le seul.

Je ne suis ni économiste, ni avocat, ni politicien. Je suis un simple citoyen, un homme de la rue, de ceux qui travaillent dur chaque jour pour gagner leur vie, payer leurs factures, élever leurs enfants et garder la tête hors de l'eau. Et pourtant, quand j'entends parler du scandale du Reward Money, de ces centaines de millions qui circulent entre des comptes personnels sans qu'aucune alerte ne soit déclenchée, je me sens trahi. Perdu. En colère.

Je ne comprends pas comment un système censé récompenser les bons citoyens pour avoir aidé la police peut se transformer en un mécanisme occulte de transferts bancaires douteux. Comment est-il possible que Rs 160 millions aient transité sur le compte personnel d'un haut gradé de la police, sans que personne – ni les banques, ni la Financial Intelligence Unit, ni la Financial Crimes Commission – ne s'en émeuve plus tôt ? Moi, quand je veux envoyer Rs 25 000 à un cousin à l'étranger, la banque me demande des preuves, des justificatifs, des explications. Mais là, des millions arrivent, sortent, voyagent en espèces… et rien.

Je ne comprends pas non plus comment on peut autoriser 214 retraits en espèces, dont Rs 14 millions en seulement 14 jours, sans que personne ne hausse le sourcil. Pire : le dernier retrait a eu lieu quatre jours avant les élections générales. Est-ce une coïncidence ? Ou est-ce là une manière de financer des opérations inavouables, avec de l'argent public déguisé en récompenses ?

> **Moi, homme de la rue, je veux croire qu'un autre avenir est possible. Un avenir où les institutions agissent avec rigueur, où la police sert le peuple, et non les intérêts partisans. Un avenir où la vérité ne se cache pas derrière des millions.**

Moi, homme de la rue, je vois bien ce que ce système est devenu. Il n'a rien d'un outil de justice. C'est un réseau, un circuit fermé, un club privilégié où l'on récompense non pas ceux qui servent l'intérêt public, mais ceux qui servent le pouvoir en place. Il faut oser dire les choses : le Reward Money est aujourd'hui perçu comme une prime pour services rendus… au parti, pas à la République.Je vis dans un pays où chaque centime que je touche est surveillé, où je dois déclarer mes revenus, expliquer mes achats, justifier mes dépenses. Et voilà qu'on découvre que certains peuvent manipuler des dizaines de millions de roupies sans rendre de comptes. Où est l'équité ? Où est la justice ? Où est la transparence que l'on exige de nous tous au nom de la lutte contre le blanchiment et la corruption ?

Ce système doit cesser. Il faut geler les comptes concernés, enquêter sur chaque sou transféré, et surtout, rendre des comptes au public. Car cet argent, ce n'est pas celui d'un parti, ni celui d'une institution, encore moins celui d'un individu : c'est notre argent. Celui des contribuables. Le vôtre, le mien.

Je ne réclame pas de vengeance, ni de règlements de comptes politiques. Je demande simplement que l'on respecte l'intelligence du peuple. Que l'on applique les mêmes règles à tous. Que l'on arrête de protéger les puissants pendant que les citoyens ordinaires doivent prouver leur honnêteté à chaque transaction.

Moi, homme de la rue, je veux croire qu'un autre avenir est possible. Un avenir où les institutions agissent avec rigueur, où la police sert le peuple, et non les intérêts partisans. Un avenir où la vérité ne se cache pas derrière des millions.

TRIBUNE

Gaza : l'appel de l'humanité face à l'indicible

Ce qui se passe à Gaza aujourd'hui n'est plus une question de géopolitique, ni même une guerre au sens conventionnel du terme. C'est un drame humain d'une brutalité inouïe. Un territoire exsangue, enclavé, meurtri, bombardé sans relâche. Ce sont des familles pulvérisées, des enfants arrachés à la vie avant d'avoir pu comprendre ce que vivre voulait dire. Ce sont des hôpitaux débordés, sans électricité, sans médicaments, contraints de pratiquer des amputations sans anesthésie. C'est l'effondrement de toute idée de civilisation. C'est l'enfer sur Terre.

Depuis octobre 2023, le nombre de morts à Gaza a franchi tous les seuils du supportable. Plus de 35 000 Palestiniens tués selon les dernières estimations, dont une majorité sont des civils. Parmi eux, des milliers d'enfants. Oui, des enfants. Des petits corps extraits des décombres. Des visages ensanglantés, figés dans la terreur. Le monde regarde. Certains détournent les yeux. D'autres comptent les morts dans des tableaux Excel, comme s'il s'agissait d'une donnée secondaire.

On nous parle d'équilibres régionaux, de ripostes, de menaces, de sécurité. Mais où est la sécurité quand un enfant sur deux souffre de malnutrition aiguë ? Où est la sécurité quand les écoles deviennent des tombes collectives ? Quand les convois humanitaires sont bloqués ou ciblés ? Où est la sécurité quand la vie devient, au quotidien, une épreuve de survie pour un peuple entier ?

Il faut le dire avec force : ce qui se joue à Gaza n'est pas seulement un affrontement militaire. C'est un effondrement moral. L'indifférence internationale, l'impuissance des institutions, la lenteur des réactions diplomatiques – tout cela participe à la perpétuation de cette tragédie. Un cessez-le-feu immédiat, permanent, est une exigence non négociable. L'accès humanitaire doit être total et inconditionnel. Et surtout, une enquête internationale indépendante sur les crimes commis doit voir le jour. On ne peut plus accepter que l'impunité règne au nom d'alliances ou d'intérêts.

Ne restons pas spectateurs de l'insupportable

Ceux qui continuent à parler de *« dommages collatéraux »* oublient que derrière ce mot technique se cachent des noms, des rêves, des histoires : Nour, 7 ans, qui voulait devenir médecin. Youssef, 4 ans, qui ne voulait plus dormir seul à cause du bruit des bombes. Laila, 10 ans, qui écrivait des poèmes sur son carnet déchiré.

Combien d'enfants faudra-t-il encore sacrifier avant que le monde ne se lève ? Combien de fois faudra-t-il que les ONG alertent, que les journalistes indépendants risquent leur vie pour documenter l'horreur, que les survivants supplient la communauté internationale d'agir ? L'Histoire jugera. Elle se souviendra de ceux qui se sont tus. De ceux qui ont préféré l'ambiguïté à la justice. De ceux qui ont hiérarchisé les vies humaines.

Il ne s'agit pas ici de nier la souffrance de l'autre côté. Chaque vie perdue est une tragédie. Mais il faut avoir l'honnêteté de reconnaître l'asymétrie de cette guerre. Gaza est un piège. Un piège mortel pour plus de deux millions de personnes qui n'ont nulle part où fuir. Ce n'est pas une guerre, c'est un carnage.

Nous lançons un appel. À tous les dirigeants du monde libre. Aux intellectuels, aux artistes, aux citoyens. Aux voix qui refusent de se taire. Levez-vous. Parlez. Mobilisez. Exigez des comptes. Exigez la paix. Pas une paix imposée par les armes, mais une paix fondée sur la justice, sur la reconnaissance mutuelle, sur la dignité humaine.

Parce que ce qui se passe à Gaza nous regarde tous. Parce que chaque bombe qui tombe là-bas fait vaciller notre humanité ici. Parce qu'un monde qui laisse mourir des enfants en silence est un monde qui a perdu son âme. Soyons cette voix qui dit *« ça suffit »*. Maintenant. Pas demain. Pas quand les caméras seront éteintes. Maintenant. Pour Gaza. Pour les enfants. Pour l'humanité.

Le Journal du Dimanche

DIMANCHE 27 JUILLET AU SAMEDI 02 AOÛT 2025

Reward Money : l'explosion finale d'un système d'État

● Rs 1 million en liquide par jour, validés par la Banque de Maurice à quelques jours des élections

● Des fonds publics évaporés jusqu'à Dubaï… sans aucune traçabilité

● Les heures de liberté de l'ancien Commissaire de police Dip sont désormais comptées

● Le DCP Bhojoo identifié comme coordinateur central

● Soupçons accablants d'un financement illégal de la campagne du MSM

Anil Kumar Dip

ACP Dunraz Gungadin

DCP Bhojoo

Un million de roupies. Chaque jour. En liquide. C'est la somme faramineuse que l'Assistant Commissaire de Police (ACP) Dunraz Gungadin retirait quotidiennement à la Banque (avec l'autorisation de la Banque de Maurice) à la veille des élections générales de 2024. Ces retraits étaient effectués au moyen de chèques signés par l'Accountant General et autorisés par l'ancien Commissaire de Police, Anil Kumar Dip. Officiellement, ils devaient servir à des *« opérations sensibles »* dans le cadre du Reward Money Scheme.

Mais selon nos informations, aucun rapport d'opération ni preuve de versement à des informateurs ne vient justifier ces paiements. Pire encore, ces fonds auraient été redirigés vers des circuits parallèles, sans aucune traçabilité. Le mécanisme, conçu à l'origine pour récompenser les informateurs dans les affaires criminelles, semble avoir été transformé en véritable caisse noire politique.

À quoi a vraiment servi cet argent ?

Les retraits massifs en espèces ont eu lieu dans les semaines qui ont précédé les élections générales. Trop de coïncidences pour les enquêteurs. L'hypothèse d'un financement occulte de la campagne du Mouvement Socialiste Militant (MSM) prend désormais de l'épaisseur.

La série de retraits est édifiante : 14 retraits d'un million de roupies, soit Rs 14 millions, entre le 18 octobre et le 7 novembre 2024. Les dates précises de ces retraits font froid dans le dos :

• Octobre : 18, 21, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30
• Novembre : 1er, 4, 5, 6, 7

Selon des témoignages recueillis par la Financial Crimes Commission (FCC), des agents en civil auraient été mobilisés pour des *« missions politiques »* dans certaines circonscriptions jugées sensibles. Des enveloppes auraient été distribuées pour couvrir des *« frais de terrain »*, sans aucun justificatif administratif.

Dip, Gungadin et Bhojoo : un trio au cœur du système

L'enquête cible désormais trois figures centrales de la hiérarchie policière :

- Anil Kumar Dip, ancien Commissaire de Police, aurait personnellement validé les retraits quotidiens. Son arrestation semble imminente. Des documents internes confirment qu'il a donné des instructions précises pour que la Banque de Maurice procède aux décaissements.
- ACP Dunraz Gungadin, considéré comme le principal exécutant, se présentait chaque jour à la Banque pour retirer Rs 1 million en espèces.
- DCP Bhojoo, jusqu'ici resté discret, serait le coordinateur logistique du système. Il aurait supervisé la distribution des fonds, notamment vers des officiers de terrain.

Une Banque centrale silencieuse… mais compromise

La Banque de Maurice est désormais sous le feu des projecteurs. Comment expliquer qu'elle ait validé ces retraits journaliers sans émettre un seul Suspicious Transaction Report (STR) ? Pourquoi n'a-t-elle pas alerté la Financial Intelligence Unit ou d'autres autorités compétentes, en pleine période électorale ?

L'argument d'une *« désignation spéciale »* ne tient plus. Aucun document formel ne justifie de tels décaissements. Les services de conformité de la Banque centrale sont aujourd'hui dans le viseur des enquêteurs.

De Port-Louis à Dubaï : la fuite des millions

Nouvelle piste d'enquête : des fuites de fonds vers Dubaï. Les déplacements répétés, en classe affaires, du sergent Yeshdeo Seeboruth intriguent la FCC. En 2023, il a voyagé à Dubaï à quatre reprises, souvent avant ou après l'arrestation de trafiquants de drogue notoires comme les frères Ghurobby et Navin Kisnah.

Les vols identifiés :

• 12 février – Vol EK704
• 18 juillet – Vol EK702
• 2 septembre – Vol EK704
• 23 octobre – Vol EK702

D'autres voyages tout aussi suspects ont été recensés : Johannesburg, Marseille, Seychelles, Mumbai… toujours en classe affaires, sans lien apparent avec ses fonctions officielles.

Officiellement simple sergent administratif, Yeshdeo Seeboruth est aujourd'hui au cœur d'un circuit bancaire trouble. Treize chèques à son nom, pour un total d'environ Rs 19 millions, ont transité sur son compte personnel entre 2020 et 2024.

Les montants, systématiquement en dessous du seuil de déclaration automatique, semblent avoir été volontairement fragmentés pour éviter toute alerte. Certaines fiches de paiement font référence à des numéros d'enquêtes inexistants ou à des affaires mineures (vols, agressions). Trois dossiers prétendument liés à la brigade antidrogue… n'ont jamais existé.

La fin de l'omerta, plus proche qu'on ne le pense…

La réforme discrètement introduite fin 2021 par Anil Kumar Dip a tout changé. En élargissant les plafonds de paiement du Reward Money Scheme et en allégeant les procédures de vérification, l'ancien Commissaire de Police a ouvert une brèche béante dans le système. Aucun mécanisme de contrôle renforcé n'a été mis en place. Résultat : une poignée de hauts gradés a pu détourner méthodiquement des fonds publics, sous couvert de la lutte contre la criminalité.

L'affaire Reward Money dépasse largement la fraude administrative. Elle met en lumière un système organisé de détournement de fonds publics, avec des ramifications politiques. L'enquête de la FCC estime à Rs 250 millions le montant total siphonné entre 2020 et 2024.

Le Journal du Dimanche

DIMANCHE 27 JUILLET AU SAMEDI 02 AOÛT 2025

Reward Money : le braquage parfait avec la bénédiction des banques mauriciennes

Comment 250 millions de roupies de fonds publics ont-ils pu être détournés sans qu'aucune banque ne tire la sonnette d'alarme ? L'enquête de la Financial Crimes Commission sur le scandale du Reward Money révèle une défaillance systémique, où les institutions financières censées protéger contre le blanchiment d'argent ont, au contraire, facilité le plus grand vol de l'histoire récente de Maurice.

L'Assistant Commissaire de Police Lilram Deal accumule 4,587 millions de roupies dans son compte joint. Le sergent Yeshdeo Seeboruth reçoit 19,3 millions. L'ACP Dunraz Gungadin effectue 14 retraits d'un million chacun en trois semaines. Pas un seul Rapport de Transaction Suspecte (STR) n'est déposé. Les Money Laundering Reporting Officers (MLRO) restent silencieux. La question qui hante ce scandale : où étaient les garde-fous bancaires ?

Le stratagème des informateurs fantômes

Le système était d'une simplicité criminelle. Des policiers sans lien avec la lutte antidrogue *"découvraient"* miraculeusement de la drogue dans des endroits isolés. L'inspecteur Mooniaruck, du bureau du Prosecution Office à Rivière-du-Rempart, dirigeait des opérations menant à des saisies spectaculaires : 2 kg de drogues synthétiques à Jin Fei, 700 g d'héroïne à Cité-La-Cure, 541 g de cannabis à Riche-Terre. Valeur totale : plus de 15 millions de roupies. Nombre d'arrestations : zéro.

Ces officiers réclamaient ensuite le reward money pour leurs *"informateurs"*. L'ancien commissaire Anil Kumar Dip, qui avait amendé le Standing Order 122 pour permettre des paiements avant décision judiciaire, approuvait sans vérification. Le Manager of Financial Operations traitait les demandes sur la base d'une simple déclaration : *"Je certifie que l'informateur a été payé"*. L'argent transitait alors du Consolidated Fund directement vers les comptes personnels des officiers.

L'aveuglement coupable des banques

Le Financial Intelligence and Anti-Money Laundering Act (FIAMLA) et le manuel AML/CFT de la FSC sont clairs : les MLRO sont *"ultimement responsables de la détection des transactions liées au blanchiment d'argent"*. Les banques doivent vérifier la source des fonds, particulièrement pour les Personnes Politiquement Exposées comme les hauts gradés de la police. Toute transaction disproportionnée au revenu connu doit déclencher une alerte.

Pourtant, quand des millions affluent dans les comptes d'officiers dont le salaire mensuel ne dépasse pas 100 000 roupies, les compliance officers choisissent l'aveuglement. Pire encore, ces officiers n'étaient même pas affectés à l'Anti-Drug and Smuggling Unit. Deal dirigeait la Counter Terrorism Unit. Mooniaruck travaillait au Prosecution Office. Comment justifier des rewards antidrogue pour des officiers sans lien avec cette lutte ?

Les FIAML Regulations 2018 exigent une évaluation au cas par cas des risques de blanchiment. Quand le sergent Seeboruth, surnommé *"Sofer Misie-la"* et connu pour fréquenter assidûment le Champ-de-Mars avec un ACP amateur de paris, accumule 19,3 millions, aucune banque ne s'interroge sur un possible blanchiment par le jeu.

La chaîne d'autorisation mystérieuse

Qui a ordonné aux banques d'exécuter ces transferts du Consolidated Fund vers des comptes privés ? Le processus normal voit le Parlement allouer le budget, le bureau du Premier ministre approuver des allocations mensuelles de 500 000 roupies, et le Commissaire autoriser des paiements spécifiques. Mais comment des déboursements atteignant 250 millions ont-ils pu être effectués quand le budget annuel était de 5,5 millions ?

Les banques ont accepté des instructions de paiement sans questionner pourquoi le reward money allait directement aux officiers plutôt qu'aux informateurs. Aucune vérification de l'existence réelle de ces informateurs. Aucune demande de justificatifs. Le cas le plus flagrant : l'ASP Faraaz Mooniaruck approuve 3 millions pour une substance qui s'avère ne pas être de la drogue. Le paiement était déjà sur son compte avant les résultats du laboratoire.

Le « Jackpot » de 30 Millions

L'enquête révèle maintenant un cas surnommé le *"jackpot de 30 millions"* — une transaction unique si massive qu'elle défie toute explication rationnelle. Comment une telle somme peut-elle transiter sans déclencher les systèmes automatiques de détection que toute banque moderne possède ? La réponse suggère soit une incompétence criminelle, soit une complicité active.

La visite récente du FBI au siège de la FCC souligne les implications internationales. Avec des soupçons de transferts à l'étranger, comme dans l'affaire Silver Bank où 175 millions auraient immédiatement quitté le pays, le scandale menace la réputation de Maurice comme centre financier.

Responsabilités et Conséquences

Sous FIAMLA, le défaut de signaler des transactions suspectes est une infraction pénale. Les MLRO encourent une responsabilité personnelle. Les banques risquent des sanctions sévères et la révocation de licence. Pourtant, face à 250 millions détournés, pas un seul STR n'a été déposé.

La FSC doit maintenant expliquer comment ses directives ont pu être si massivement ignorées. Les banques doivent justifier leur aveuglement face à des enrichissements impossibles. Les MLRO doivent répondre de leur silence complice.

Réformes Urgentes

- Surveillance en temps réel de tous les comptes des forces de l'ordre.
- Alertes automatiques pour toute transaction dépassant le salaire mensuel.
- Traçabilité blockchain du Consolidated Fund aux bénéficiaires finaux.
- Responsabilité pénale personnelle des MLRO défaillants.

Le scandale du reward money n'est pas qu'une affaire de corruption policière. C'est la preuve que le système censé protéger contre le blanchiment d'argent a plutôt servi à le faciliter. Quand des informateurs fantômes enrichissent des officiers réels sous le regard aveugle des banques, c'est toute l'intégrité du système financier mauricien qui est en question.

La vérité brutale : 250 millions volés, zéro alerte bancaire. Dans cette équation se trouve la condamnation d'un secteur bancaire qui a choisi la complicité plutôt que la conformité.

Le Journal du Dimanche

Affaire Reward Money – Gungadin : « Le MSM récompense ses exécutants », accuse Bruneau Laurette

Alors que l'ACP Dhunraz Gungadin a été présenté devant la cour dans le cadre de l'affaire explosive de la Reward Money, l'activiste Bruneau Laurette est sorti du silence. Il accuse ouvertement le gouvernement MSM d'avoir institutionnalisé un système opaque de gratifications financières pour récompenser certaines arrestations, souvent à caractère politique. Il demande le gel immédiat des avoirs du haut gradé de la police et de ses proches, évoquant de graves dérives au sein même des forces de l'ordre.

Selon Bruneau Laurette, les sommes faramineuses créditées sur les comptes de l'ACP Gungadin — et potentiellement sur ceux de ses proches — laissent peu de place au doute.

Il demande le gel immédiat de ces avoirs, dans l'attente d'une enquête approfondie sur leur origine.

« Ces sommes ne peuvent être justifiées par un salaire ou des primes officielles. Il s'agit d'un système de gratification parallèle, basé sur des arrestations montées de toutes pièces », a-t-il martelé.

Une affaire personnelle… et politique

Bruneau Laurette lie ces révélations à sa propre arrestation en 2022, dans une affaire de drogue qu'il qualifie de *« planting »*. Il affirme que Rs 20 millions ont été versées sur le compte personnel de Gungadin peu après son arrestation. Il cite aussi l'affaire Vimen Sabapati, un entraîneur de Muay Thai, où Rs 24 millions auraient été transférées dans des circonstances similaires. *« Ce système fonctionne comme un mécanisme de récompense pour services rendus au régime. On ne parle plus de justice ici, mais de persécution politique organisée, sous la bénédiction du MSM »*, déclare-t-il.

Rivière Noire : saisie floue, chiffres qui changent

L'activiste revient aussi sur une saisie de drogue en octobre 2022 à Les Salines, Rivière Noire, où 100 kilos de gandia avaient initialement été saisis, avant que le chiffre ne soit mystérieusement revu à 52 kilos. Il accuse la Special Striking Team (SST) d'avoir transporté les suspects sur un terrain appartenant à Franklin, où une partie de la drogue aurait été trouvée — et déplacée. *« Ce genre de manœuvre ne peut se faire sans complicité interne. Il est temps que la lumière soit faite sur les véritables objectifs de certaines unités spéciales »*, soutient Laurette.

Bruneau Laurette appelle à un moratoire sur le système de Reward Money, estimant qu'il a été dévoyé. Initialement conçu pour récompenser les dénonciateurs et les informateurs, le système servirait désormais, selon lui, à financer la répression ciblée de l'opposition. *« Le MSM a détourné cet outil au profit d'un système clientéliste et autoritaire. Cela dépasse le cas Gungadin : c'est toute une culture de l'impunité qui doit être démantelée. »*

À l'heure où la Financial Crimes Commission (FCC) intensifie son enquête, la question qui demeure est celle-ci : jusqu'où s'étendent ces ramifications ? L'affaire Gungadin n'est peut-être que la partie émergée d'un iceberg de corruption systémique, au cœur des institutions sécuritaires mauriciennes. Et Bruneau Laurette, plus combatif que jamais, entend faire éclater cette vérité au grand jour. Le haut gradé a été placé lui, en détention. Sa prochaine comparution est fixée au 1er août 2025.

Vente en ligne : une étudiante de 20 ans au cœur d'une enquête d'escroquerie

Une enquête menée par la Criminal Investigation Division (CID) de Pamplemousses pourrait mettre à jour un réseau bien organisé d'escroquerie lié à la vente en ligne. Dans cette affaire, une étudiante de 20 ans, domiciliée à Mare La Chaux, a été arrêtée. Elle aurait servi d'intermédiaire pour recevoir l'argent des victimes, avant de le transférer au présumé cerveau de l'opération. Pour chaque transaction, elle touchait une commission de Rs 3 500.

L'affaire a éclaté le 11 décembre 2024, lorsqu'une auditrice de 30 ans, résidant à Pamplemousses, a porté plainte au poste de police de sa localité. Dans sa déclaration, la plaignante explique avoir été attirée par une annonce publiée sur le compte Instagram « MegaApplestoremu », proposant la vente d'un téléphone portable.

Intéressée, elle a rapidement suivi les instructions reçues par message, qui incluaient un numéro de compte bancaire sur lequel effectuer le paiement. Le jour même, elle a procédé à cinq transferts distincts, pour un montant total de Rs 37 872.

N'ayant jamais reçu le téléphone, elle a tenté de contacter l'administrateur du compte. En vain. Elle a alors constaté qu'elle avait été bloquée – et compris qu'elle venait d'être victime d'une escroquerie.

L'enquête de la CID a progressé après qu'un ordre du juge en chambre ait permis l'accès aux données bancaires associées au compte sur lequel les virements avaient été effectués. Ces informations ont conduit les enquêteurs jusqu'à la jeune étudiante.

Arrêtée le vendredi 25 juillet, la suspecte est passée aux aveux. Elle a rapidement expliqué le mode opératoire du réseau : elle recevait les fonds sur son compte, puis les transférait au meneur présumé de l'escroquerie. Elle a confirmé avoir reçu une rémunération fixe pour chaque transaction.

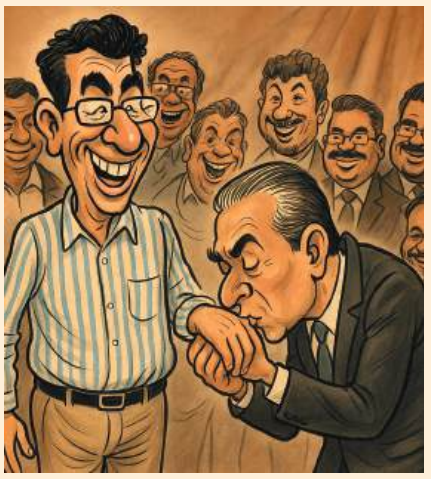
Le principal suspect, présenté comme le cerveau de cette arnaque, est actuellement activement recherché par la police. L'enquête se poursuit afin de déterminer l'ampleur du réseau et d'identifier d'éventuelles autres victimes.

Entre gifle et baisers volés, Roshi fait tourner la tête du MSM

Dans les coulisses du pouvoir, les grandes manœuvres ont commencé. Et c'est vers Roshi Bhadain que les regards du MSM se tournent. L'ancien ministre devenu opposant farouche, connu pour sa fougue et ses sorties tranchantes, serait de nouveau dans le viseur du parti soleil. Objectif : recoller les morceaux, et pourquoi pas, réchauffer un gouvernement en perte de souffle, dont la popularité s'est effritée depuis l'annonce du passage de la pension de vieillesse à 65 ans.

Selon plusieurs sources, des émissaires discrets ont été dépêchés pour sonder l'homme fort du Reform Party. Mais Bhadain, prudent, aurait rappelé qu'il préfère pour l'heure se concentrer sur sa formation politique. L'épisode de la *« baisée de Judas »* semble avoir été mis entre parenthèses, du moins temporairement. Car en politique, à Maurice comme ailleurs, les trahisons d'hier peuvent devenir les alliances de demain.

Officiellement, Pravind Jugnauth fait l'impasse sur ce rapprochement, mais en coulisses, il est clair qu'un tel ralliement pourrait redonner un coup d'élan à une majorité fragilisée par les réformes impopulaires. Une chose est sûre : le MSM veut rallumer la flamme. Non pas celle d'un amour politique perdu, mais celle d'un gouvernement qui peine à rallier les cœurs.



Et pendant que les partis jouent aux chaises musicales, le peuple, lui, observe, entre scepticisme et résignation.

Car ici, la mémoire électorale est souvent courte, mais les alliances restent toujours suspectes.

De l'ombre à la lumière : l'agent spécial sous pression

Depuis que son nom a été cité dans le scandale du Reward Money, cet officier proche du *"chef"* ne ferme plus l'œil. Véritable homme de main, toujours à l'écoute, toujours sur le terrain, il aurait bénéficié d'une protection sans faille au sommet de la hiérarchie policière.

À tel point qu'il aurait même été envoyé en formation spéciale en Inde, aux frais de l'État, une faveur réservée aux *« éléments fiables »*. Mais aujourd'hui, le vent tourne. À la FCC, on évoque ce personnage comme l'un des rouages discrets mais essentiels du système.

Celui qui surveillait, transmettait, exécutait — sans poser de questions. Son implication réelle ? Trop tôt pour l'affirmer.

Mais dans les couloirs feutrés de la commission, on chuchote que *« time will tell »*, car dans cette affaire, les masques tombent lentement… mais sûrement. Et les nuits blanches ne font que commencer.

Le retour du lapin, mais les pièges sont posés

Avec la reprise de la saison hippique, un vieux nom refait surface dans les coulisses du Champ de Mars : Bruce Lee. Non, pas le célèbre acteur, mais le pseudo bien connu dans le milieu des paris illégaux. Cet individu, dont on ne présente plus serait aujourd'hui à la recherche d'un bookmaker à infiltrer, pour relancer discrètement son business clandestin.

Selon nos sources, Bruce Lee aurait déjà établi des contacts, utilisant des intermédiaires pour approcher certains nouveaux venus sur la scène. Son objectif : réintégrer le système de paris illégaux, avec une méthode plus fine, moins visible… mais tout aussi lucrative.

Sauf que cette fois ci, la GRA (Gambling Regulatory Authority) a renforcé sa vigilance. Avec l'arrivée d'une nouvelle équipe plus déterminée, les opérations de surveillance ont été intensifiées, notamment autour des points de paris et des flux financiers. Le climat est bien moins permissif qu'auparavant. Le *"lapin"* risque cette fois de se faire coincer avant la ligne d'arrivée. La GRA le sait : pour assainir l'image des courses, il faut mettre fin à l'impunité des figures de l'ombre. Et Bruce Lee pourrait bien être la prochaine cible à tomber.

Bissessur vs Gungadin : ignorer, c'est parfois gagner

On comprend la colère d'Akil Bissessur, victime présumée d'une série d'injustices orchestrées par Dhunraz Gungadin à l'époque où ce dernier régnait en maître à la tête de la police criminelle. Arrestations musclées, intimidations, pressions : Bissessur n'a rien oublié. Et il est normal que la mémoire soit vive. Mais en pleine cour, l'avocat cède parfois à l'émotion, et ses sorties verbales — aussi compréhensibles soient-elles — commencent à faire tiquer. À force de charger Gungadin, déjà au plus bas, l'avocat donne l'image d'un homme en croisade, plus que d'un professionnel en quête de justice.

Pourtant, ignorer peut-être plus puissant que répliquer. Laisser la justice faire son travail, sans tomber dans le piège de la vengeance, c'est gagner en stature, en autorité, en respect. Le silence, parfois, en dit plus long que les invectives. Et dans cette affaire, Bissessur aurait tout à gagner à rester au-dessus de la mêlée.

Licencié au galop, il mise tout sur un retour gagnant

Éjecté après seulement 48 heures de son poste d'observateur dans une organisation de contrôle hippique, ce jeune journaliste tente aujourd'hui de se refaire une image. Accusé de proximité compromettante avec le sulfureux Bruce Lee, figure bien connue du réseau des paris illégaux, il voit les portes se refermer les unes après les autres.

Pour redorer son blason, il multiplie les approches auprès de plusieurs rédactions de journaux et radios hippiques, espérant qu'une seconde chance lui sera accordée. Mais la méfiance reste tenace, et son nom revient souvent dans les conversations avec un goût amer. Selon certains proches, il envisagerait même un court séjour en Afrique du Sud, question de *« faire redescendre la pression »* et de se faire oublier temporairement, le temps que l'orage passe. Dans un circuit aussi restreint que celui des courses, la réputation se joue à une vitesse de galop… et se perd en un claquement de sabot.

Le Journal du Dimanche

Rhavy Nursimulu – Directeur de Logi Consult Trade & Investment

« Maurice a tout pour devenir la plateforme stratégique du continent africain »

Le Made in Africa, autrefois slogan symbolique, devient un levier concret de transformation industrielle, de mobilisation financière et d'intégration logistique. À la manœuvre : une alliance stratégique entre Maurice, l'Afrique et les Émirats Arabes Unis. Rhavy Nursimulu, directeur de Logi Consult, revient sur les retombées du forum.

Vous avez conclu la troisième édition du Forum du Commerce et de l'Investissement africain à Dubaï. Quelles sont, selon vous, les principales retombées de cette série d'événements pour les entreprises africaines ?

Ce forum représente bien plus qu'un cycle d'événements : c'est le début d'une nouvelle architecture du commerce africain, pensée en trois temps. À Ébène, nous avons posé les bases en positionnant le Mauritius International Financial Centre (IFC) comme passerelle vers les marchés de capitaux, tout en mettant en avant notre Freeport comme outil logistique régional. À Abidjan, nous avons renforcé cette trajectoire avec l'Afrique de l'Ouest et centrale. Et à Dubaï, nous avons consolidé cette dynamique en réunissant des partenaires internationaux autour d'un objectif clair : bâtir un écosystème africain durable, fondé sur la transformation locale, la connectivité régionale et le financement ciblé. L'élan est lancé. Le défi est désormais d'accompagner les entreprises identifiées avec les outils concrets : capital, infrastructures, logistique et marchés.

Quels types de projets ou de partenariats sont sortis de ces forums ?

Les retombées sont déjà tangibles. Nous assistons à une mobilisation de capitaux dans les secteurs de l'énergie et de l'agro-industrie, avec des investissements destinés à structurer des chaînes de valeur régionales. Un projet de digitalisation du commerce interafricain est également en cours, visant à fluidifier les échanges, renforcer la transparence et accélérer l'intégration économique continentale. Dans cette dynamique, le label Made in Africa, actuellement en gestation au sein de l'Union africaine, donne un cadre institutionnel à nos initiatives. De nombreuses joint-ventures se créent autour de marques africaines à haute valeur ajoutée, dans une logique de production transformée et exportable. L'Afrique n'a plus vocation à n'être qu'un réservoir de matières premières. Elle devient force de proposition industrielle.

Quel rôle spécifique Maurice peut-elle jouer dans cette dynamique ?

Maurice est idéalement positionné pour devenir un centre stratégique du Made in Africa. Elle ne peut plus se contenter d'être un centre financier offshore ; elle doit devenir une plateforme commerciale et industrielle de nouvelle génération.

Le Freeport mauricien peut se réinventer en hub de transformation pour l'Afrique de l'Est, australe et l'océan Indien. Cela implique la modernisation de nos infrastructures portuaires, mais aussi la mise en place de services intégrés de transformation, d'emballage, et de logistique à valeur ajoutée. Maurice ne doit plus être un point de transit, mais un maillon fort des chaînes de valeur africaines, connecté aux marchés asiatiques, européens et du Golfe.

Que propose aujourd'hui l'écosystème mauricien aux entreprises africaines ?

Maurice offre désormais une palette complète de services pour accompagner les entreprises africaines. La Mauritius Commercial Bank (MCB) développe des solutions de trade finance adaptées au continent. AFG Capital se distingue par sa capacité à structurer des financements sur mesure. Et la BCP Mauritius, filiale de la Banque Centrale Populaire du Maroc, renforce le lien entre Maurice et les marchés francophones et maghrébins.

Au-delà du financement, Maurice propose un guichet unique englobant services logistiques, douaniers, juridiques et fiscaux. Avec son bilinguisme, sa stabilité, son droit inspiré du système britannique et son cadre réglementaire internationalement reconnu, l'île peut devenir une juridiction neutre, hybride, au service des ambitions africaines.

Comment les pays africains peuvent-ils transformer le label Made in Africa en levier de développement industriel ?

Il faut maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur — de la matière première au produit fini. Le Bénin, avec sa

filière textile complète, ou le Kenya, devenu pôle technologique régional, montrent que c'est possible. Mais pour généraliser ces modèles, il faut investir massivement dans les infrastructures logistiques et industrielles. Les corridors multimodaux — routes, rails, ports, aéroports — sont essentiels. Il faut aussi renforcer les synergies régionales, en mobilisant les agences nationales d'investissement et les chambres de commerce. Enfin, la qualité, la traçabilité, et le storytelling doivent porter le label Made in Africa, pour en faire un vrai gage de confiance.

Le forum a-t-il révélé certains obstacles structurels ?

Oui, trois défis principaux : le premier est politique. Sans intégration régionale solide, les ambitions continentales restent fragiles. La fragmentation de blocs comme la CEDEAO affaiblit les projets communs.

Le deuxième obstacle est logistique. Aujourd'hui, transporter une marchandise entre deux capitales africaines coûte souvent plus cher que vers l'Europe. Il faut sortir d'un modèle hérité d'exportation brute et créer des hubs logistiques interconnectés.

Troisième frein : les barrières tarifaires. Malgré la ZLECAf, les droits de douane et les procédures non harmonisées freinent le commerce intra-africain. Ces dimensions doivent être abordées de manière continentale et coordonnée.

Quel rôle jouent les Émirats Arabes Unis dans cette dynamique ?

Les Émirats, avec des groupes comme DP World, investissent massivement dans la création de corridors logistiques en Afrique. Leur modèle Made in UAE, structuré, exportable, inspire. Cela encourage des joint-ventures Afrique–Émirats fondées sur le co-investissement, le transfert de technologies et l'ouverture de nouveaux marchés. Ce partenariat Sud–Sud marque un tournant stratégique vers une nouvelle forme de coopération économique.

Comment renforcer la confiance des investisseurs dans le label Made in Africa ?

Il faut garantir la stabilité politique, un cadre juridique prévisible, et des institutions crédibles. Les investisseurs veulent des assurances sur la sortie de capital, la protection de leurs actifs et des mécanismes d'arbitrage fiables. Maurice, en tant que juridiction neutre et alignée aux standards internationaux, peut jouer un rôle structurant.

Mais il faut aussi réduire les coûts logistiques et administratifs, et investir dans les talents africains. Le capital humain — les femmes, les jeunes, les ingénieurs — est le moteur de l'Afrique de demain.

Quel message souhaitez-vous transmettre aux jeunes entrepreneurs africains ?

C'est maintenant ou jamais. L'Afrique est prête. Elle n'est pas uniquement un réservoir de ressources naturelles ; elle est une source de solutions, d'idées, de talents.

À la jeunesse africaine, je dis : n'attendez pas la permission. Créez, osez, innovez. Le Made in Africa n'est pas un repli défensif : c'est une marque de qualité et de fierté. Pensez global. Pensez continental. Vous êtes le levier du changement. C'est vous qui écrirez la prochaine page de l'histoire économique du continent.

Le Journal du Dimanche

Plateforme fantôme : Bodha lance, l'opposition fuit

Le leader du Rassemblement Mauricien a encaissé un échec cinglant depuis son annonce de vouloir créer une plateforme unie de l'Opposition. Depuis sa défaite aux élections générales du 10 novembre 2024 dans sa circonscription fétiche au No 16, Vacoas/Floréal, Nando Bodha tente de rebondir en se projetant comme le sauveur des opposants au régime actuel. Il l'a affirmé lors d'une conférence de presse tenue le jeudi 17 juillet à Ébène.

Malheureusement, l'ancien ministre a dû faire face à une réalité implacable : les partis d'opposition ne le voient pas comme un messie politique, encore moins comme celui qui pourrait les conduire à l'hôtel du gouvernement. Car la vérité, c'est qu'après avoir passé la majeure partie de sa carrière au pouvoir – soit comme ministre, soit comme conseiller de feu Sir Anerood Jugnauth ou encore comme directeur général de la MBC – Bodha peine à incarner une rupture réelle avec l'ancien système. Il ne peut pas revendiquer de grandes réalisations personnelles ni de propositions novatrices capables de fédérer autour de lui un projet cohérent.

Sa maladresse, notamment en tentant de prendre *« on board »* le MSM dans une supposée plateforme commune, a été immédiatement rejetée par ceux-là mêmes qu'il souhaitait rallier. Roshi Bhadain a été le premier à dégainer. Le leader du Reform Party a exprimé publiquement son désaccord lors d'un comité régional tenu à Saint-Pierre, le vendredi 18 juillet. Il a déploré que Bodha ne l'ait pas consulté avant de lancer cette initiative visant à regrouper les partis politiques de l'opposition. Pour Bhadain, la proposition relève davantage d'une tentative de survie personnelle que d'une volonté réelle de rassembler.

Cette semaine, sur les ondes de Radio Plus, le Reform Party a d'ailleurs enfoncé le clou. Ryad Subratty a déclaré : *"Cette plateforme n'a aucun sens. Reform Party refiz ki mont dadak lor so ledo."* Puis ce fut au tour de Rama Valayden d'exprimer une opposition ferme au projet de Bodha. L'ancien Attorney General a rejeté catégoriquement toute idée de négociation avec le MSM. *« Il faut en finir avec le MSM »*, a-t-il lancé sans détour. À ses yeux, il est hors de question de collaborer avec un régime qu'il considère comme le principal responsable des dérives actuelles du pays.

Enfin, Patrick Belcourt, leader d'En Avant Moris, a affirmé que son parti ne se joindra pas au Rassembleman Mauricien. Selon lui, Nando Bodha est déconnecté de la réalité, et n'aurait jamais dû inviter le MSM à rejoindre une plateforme censée représenter l'opposition. Il estime que le peuple réclame un véritable changement de système, pas un recyclage d'alliances anciennes.

« Bodha n'agrège pas. Il segmente."

Dans une chronique publiée cette semaine, Nad Sivaramen, directeur des publications du groupe La Sentinelle, résume la situation Ses appels à l'unité tombent à plat. Son flirt maladroit avec le MSM, sous prétexte d'union nationale, rebute ceux qui voient en ce parti le principal artisan de la dérive institutionnelle actuelle. Ses anciens partenaires de Linion Moris, comme En Avant Moris ou le Ralliement citoyen pour la Patrie, le fuient comme un revenant suspect. Son ancien allié, Roshi Bhadain, ne lui parle même plus. Bodha est seul. Et c'est peut-être ce qui le perd. »

Il faut dire que l'Opposition, qu'elle soit parlementaire ou extra-parlementaire, est composée d'une mosaïque de leaders aux égos surdimensionnés, tous persuadés d'être les mieux placés pour incarner le changement et se projeter comme futur Premier ministre. Pourtant, leurs scores électoraux respectifs restent très faibles. Beaucoup n'ont jamais été élus sous leur propre bannière.

Mais pour eux, le rêve est permis. La population, elle, n'est pas dupe. Elle observe, juge, et attend autre chose que des stratégies d'alliances mal ficelées. Selon les données d'Afrobarometer, 81 % de la population mauricienne ne s'identifient à aucun parti politique. Cette tendance traduit un rejet croissant des formations traditionnelles et une méfiance vis-à-vis des manœuvres politiciennes.Ce ne sont donc pas les formules creuses de Nando Bodha qui inverseront la courbe.

Projet avorté de la foire d'Abercrombie : le Conseil municipal condamné à payer Rs 25 millions

Le projet de rénovation de la foire d'Abercrombie à Sainte-Croix, lancé en 2019, s'est transformé en véritable fiasco administratif. C'est ce qu'a révélé mardi dernier le ministre des Collectivités locales, Ranjiv Woochit, en réponse à une interpellation du député Ludovic Casernes (circonscription No 4 – Port-Louis/Montagne Longue).

Selon le ministre, ce projet incarne *« un cas d'école en matière de mauvaise gouvernance »* sous le précédent gouvernement dirigé par le MSM. Malgré un lancement officiel il y a près de six ans, seulement 21 % des travaux ont été réalisés, et le chantier est aujourd'hui à l'arrêt.

Les retards seraient dus à des différends techniques entre le consultant et le contracteur, aggravés par l'édification d'une structure non approuvée officiellement. Cette construction, selon le ministre, présentait des défauts structurels qui auraient pu être évités avec une supervision adéquate.

Au lieu de résoudre le conflit de manière professionnelle, le précédent gouvernement a préféré résilier le contrat de manière précipitée en mai 2023, sur la base d'avis légaux de Me Roubina Jadoo-Jaunbocus et du Senior Counsel Ravin Chetty, appuyés par les ministres Dr Anwar Husnoo, Joe Lesjongard et Bobby Hurreeram. Pour Woochit, cette décision a été prise *« without valid cause »*.

Le contracteur a alors initié une procédure d'arbitrage. Le 9 mai 2025, le tribunal arbitral a rendu sa sentence : le Conseil municipal de Port-Louis doit verser Rs 25,386,061, somme réduite à Rs 21,257,112.33 après déductions fiscales.

« Ce sont les citoyens de la capitale qui paient aujourd'hui le prix d'une mauvaise décision politique », a déploré le ministre. Il a également déposé au Parlement l'ensemble des documents relatifs à cette affaire, affirmant qu'ils démontrent clairement l'absence de fondement juridique derrière la résiliation du contrat.

Ce dossier met en lumière les conséquences financières et structurelles de décisions mal préparées, et pose la question de la responsabilité politique dans la gestion des projets publics. Pendant ce temps, la foire d'Abercrombie attend toujours sa modernisation, et les citadins leur marché rénové.

Le Journal du Dimanche

Melrose : des fouilles qui tournent à la mutinerie, le Premier ministre dévoile les faits à l'Assemblée

La prison de haute sécurité de Melrose a été secouée par des scènes de violence le mercredi 17 juillet, suite à une opération de fouilles jugée de routine. C'est à l'occasion de la Private Notice Question (PNQ) du leader de l'opposition, Joe Lesjongard, que le Premier ministre, Dr Navin Ramgoolam, a révélé les circonstances de cette mutinerie inédite, qualifiée de sérieuse et préoccupante. L'intervention musclée des unités spéciales et l'ouverture d'enquêtes à plusieurs niveaux révèlent l'ampleur d'un problème structurel derrière les murs de nos prisons.

Une routine de sécurité qui vire au chaos

À en croire les explications du chef du gouvernement, cette intervention s'inscrivait dans le cadre d'une série de fouilles intensifiées menées dans les douze prisons du pays. Ces opérations visent à lutter contre la prolifération d'objets interdits dans les établissements pénitentiaires. Le 18 mai dernier déjà, des fouilles similaires dans d'autres établissements, notamment à Beau-Bassin, avaient permis de saisir 33 téléphones portables, 47 paquets de cannabis, des cartes SIM et des batteries.

À Melrose, l'opération du 17 juillet a débuté à 8h55 dans cinq unités résidentielles. Les agents pénitentiaires y ont découvert des mini-téléphones portables et de nouvelles cartes SIM, preuve que le flux d'objets illicites persiste malgré les efforts de surveillance. Si certains détenus ont coopéré, d'autres ont opposé une résistance virulente. L'atmosphère s'est tendue rapidement et l'agitation a dégénéré en mutinerie.

Intervention d'urgence et affrontements

Face à l'escalade de la violence, le commissaire des prisons a lancé un appel de détresse au Deputy Commissioner of Police. En réponse, des unités spéciales, dont le Groupement d'Intervention de la Police (GIP), ont été déployées sur place pour reprendre le contrôle de la prison. La situation a été maîtrisée, mais non sans heurts.

Sept cas présumés de brutalités ont été rapportés après l'opération. Tous les détenus concernés ont été examinés médicalement. Certains ont reçu des soins sur place, tandis qu'un détenu, souffrant de douleurs au cou, a refusé toute prise en charge, selon les autorités.

Enquêtes croisées : la lumière sur les événements

La gravité de l'incident a conduit à une série d'enquêtes. Outre l'enquête interne de la police, la National Human Rights Commission (NHRC) a également été saisie dès le lendemain, suite à une plainte formelle déposée par le père d'un détenu. Le samedi 19 juillet, la Commission s'est réunie en urgence et a ordonné l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante.

Dans une déclaration ferme, la NHRC a réitéré que toute forme de torture ou de traitement dégradant est proscrite dans un État de droit. Elle s'engage à faire toute la lumière sur les faits.

Le Premier ministre, quant à lui, a assuré que le rapport final de cette enquête indépendante sera rendu public dès qu'il sera disponible. Il a insisté sur le fait que l'État reste engagé envers les principes de transparence, de respect des droits humains et de gestion responsable des établissements pénitentiaires.

Un signal d'alarme sur la gestion carcérale

Cet épisode dramatique met en lumière les tensions latentes qui secouent le système carcéral mauricien. La présence continue d'objets interdits dans les prisons pose des questions sur les réseaux de complicité internes et externes. Par ailleurs, les allégations de brutalités policières appellent à un contrôle accru des interventions de sécurité dans ces lieux de privation de liberté.

À l'heure où la société mauricienne aspire à plus de justice, de transparence et de réformes institutionnelles, cet incident vient rappeler que la prison n'est pas un monde à part. Ce qui s'y passe engage la crédibilité de tout le système judiciaire. Le gouvernement, les institutions de contrôle et la société civile ont désormais la responsabilité de veiller à ce que cet épisode ne soit pas étouffé, mais au contraire serve de point de départ à une refonte nécessaire du fonctionnement des prisons mauriciennes.

Maurice au Parlement panafricain : le Premier ministre dénonce une "humiliation injustifiée"

Le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, est monté au créneau ce jeudi pour dénoncer avec fermeté l'humiliation infligée à la délégation mauricienne au Parlement panafricain, qui siège actuellement à Midrand, en Afrique du Sud. Il a affirmé que les représentants mauriciens avaient été dûment désignés, conformément à l'article 4 du Protocole du Parlement panafricain, et que le Secrétariat avait été officiellement informé de leur composition.

Le chef du gouvernement a souligné que la délégation comprenait notamment la députée Anabelle Savabaddy, assurant ainsi le respect de la parité exigée par l'article 4(2), qui stipule qu'au moins une femme doit faire partie des cinq représentants. Il a rappelé que, selon la tradition parlementaire, le Leader de l'opposition n'est généralement pas inclus dans les délégations aux forums internationaux. Joe Lesjongard, a-t-il précisé, a d'ailleurs préféré être considéré pour l'Union Interparlementaire (UIP), dont la prochaine réunion aura lieu à Genève.

Concernant le député Franco Quirin, le Premier ministre a expliqué qu'il siège comme membre indépendant, n'étant affilié à aucun parti politique depuis sa dissociation de l'Alliance du Changement. Selon lui, Franco Quirin ne peut donc être considéré comme une voix politique divergente au sens du protocole panafricain. Il a également rappelé que ce dernier a siégé à deux reprises au sein de la délégation mauricienne entre 2015 et 2024.

Mais le ton s'est fait plus grave lorsque le Dr Ramgoolam a évoqué le refus de la Commission des pouvoirs du Parlement panafricain de reconnaître l'accréditation des représentants mauriciens. Indigné par ce qu'il considère comme un affront à la souveraineté nationale, il a ordonné le retour immédiat de la délégation et a adressé une lettre de protestation au Président de la Commission de l'Union africaine, avec copie au Président et au Greffier du Parlement panafricain.

Il a fustigé le comportement du Leader de l'opposition, l'accusant d'avoir écrit personnellement au Parlement panafricain pour remettre en cause la composition de la délégation, ce qui aurait, selon *lui, nui à la réputation de Maurice. "Ceux-là mêmes qui ont bafoué la démocratie parlementaire veulent aujourd'hui se faire passer pour les gardiens de la vertu"*, a-t-il lancé.

Enfin, le Premier ministre n'a pas manqué d'égratigner l'actuel Président de l'Assemblée nationale, qu'il a accusé d'avoir profité de fonds publics pour effectuer trois missions à l'étranger en moins de trois mois, tout en se présentant comme un modèle de bonne gouvernance.

Le Journal du Dimanche

Morgues à saturation : 65 corps non réclamés dans les hôpitaux publics

C'est une réalité troublante qui se joue loin des regards : les morgues des hôpitaux publics à Maurice débordent de corps non réclamés. À ce jour, 65 cadavres attendent, parfois depuis plusieurs mois, que quelqu'un vienne les identifier ou les prendre en charge. Ces morts oubliés soulèvent des questions éthiques, sociales et logistiques, tant pour les établissements de santé que pour les autorités concernées.

Des chiffres qui glaçent

Selon les données recueillies auprès du ministère de la Santé, l'hôpital Victoria, à Candos, est le plus affecté, avec 25 corps en attente, dont 21 mort-nés. Viennent ensuite l'hôpital Jawaharlal Nehru avec 13 cadavres, le Sir Seewoosagur Ramgoolam National Hospital (SSRN) à Pamplemousses avec 10, le Dr Bruno Cheong Hospital (SAJ) à Flacq avec 12, et l'hôpital Brown Sequard à Beau-Bassin avec 5 corps non réclamés.

La plupart de ces défunts ont été identifiés. Certains portaient sur eux des pièces d'identité, d'autres ont été reconnus par la police ou les services hospitaliers. Pourtant, aucune famille ne s'est manifestée. D'autres corps demeurent anonymes, sans nom, sans passé, comme des vies effacées de la mémoire collective.

Des histoires derrière les chiffres

Les raisons de cet abandon post-mortem sont diverses. Dans certains cas, les familles vivent à l'étranger, sans contact avec la personne décédée depuis des années. D'autres concernent des personnes sans domicile fixe, des patients psychiatriques décédés à Brown Sequard ou encore des travailleurs étrangers dont les proches sont difficilement joignables. Les cas les plus poignants sont ceux de personnes marginalisées de leur vivant, invisibles aux yeux de la société. Un responsable hospitalier, sous couvert d'anonymat, confie : *« Certains corps sont ici depuis plus de trois mois. Les morgues sont pleines. Ce n'est pas seulement un problème de logistique, c'est aussi un fardeau émotionnel pour le personnel. »*

Des protocoles, mais trop de lenteurs

Le ministère de la Santé dispose pourtant de procédures pour traiter ces situations. Lorsqu'un corps n'est pas réclamé dans un délai raisonnable — généralement un mois — un avis est transmis à la police, et un rapport est soumis au Directeur des Poursuites Publiques. Ce dernier doit alors délivrer une autorisation d'enterrement, en coordination avec les municipalités ou les conseils de district.

Un autre protocole existe également : certains cadavres non identifiés peuvent être utilisés à des fins de formation du personnel médical. Dans ce cas, des règles strictes encadrent l'utilisation des corps à des fins pédagogiques, dans le respect de l'éthique médicale.

Mais dans la pratique, ces démarches sont souvent longues. Les hôpitaux

doivent parfois attendre plusieurs semaines, voire des mois, avant que les enterrements ne soient effectués. Résultat : les morgues atteignent rapidement leur capacité maximale, au détriment de la bonne gestion des nouveaux décès.

Un système à repenser ?

Face à cette situation alarmante, plusieurs professionnels de santé réclament une réforme du processus. *« Il faut instaurer un délai clair. Passé 30 ou 45 jours sans réclamation, l'enterrement doit être automatique, dans le respect de la dignité humaine. Et cela sans passer par des procédures bureaucratiques interminables »,* plaide un médecin légiste.

Des ONG militent également pour la création d'un cimetière symbolique, où les corps non réclamés pourraient être inhumés dignement, avec une simple stèle et un numéro d'identification. Une façon de redonner à ces défunts oubliés une dernière trace dans ce monde.

Ces corps oubliés nous rappellent une réalité que l'on préfère souvent ignorer : celle des laissés-pour-compte, de ceux qui meurent seuls, sans proches, sans adieux. Au-delà des problématiques hospitalières, c'est une interpellation sur notre modèle social. Qui sont-ils ? Pourquoi sont-ils seuls ? Et surtout, que dit leur silence sur notre humanité collective ?

Lutte contre le cancer : des machines pour sauver des vies, des médecins pour soigner les âmes

C'est une double révolution qu'a lancée ce vendredi le ministre de la Santé, Anil Kumar Bachoo, au National Cancer Centre de Vacoas-Phoenix : une avancée technologique sans précédent, et un appel vibrant à l'humanité des soignants. L'inauguration du PET/CT, du SPECT/CT et du service de curiethérapie à haute dose (HDR Brachytherapy) marque un tournant décisif dans la lutte contre le cancer à Maurice.

« Trop de patients sont envoyés à l'étranger trop tard, lorsqu'il est déjà presque trop tard », a martelé le ministre. Des chiffres alarmants ont été relayés par des experts internationaux : jusqu'à 85 % des cancers pourraient être guéris s'ils étaient détectés tôt. Grâce à ces nouvelles technologies d'imagerie nucléaire, les médecins mauriciens pourront désormais diagnostiquer plus tôt, traiter plus précisément, et offrir une chance réelle aux patients, ici même, sans exil médical.

Mais le progrès ne saurait être uniquement technologique. Le ministre a pointé du doigt une réalité douloureuse : des plaintes récurrentes contre certains médecins, accusés de rudesse, voire de mépris, envers les malades. *« La médecine est une vocation, pas une fonction administrative. Ce sont les plus faibles qui ont besoin du plus grand respect »,* a-t-il souligné avec gravité.

L'autre pilier de cette nouvelle dynamique repose sur la formation. Une montée en compétences est annoncée dans les spécialités liées à la médecine nucléaire : physiciens médicaux, radio-pharmaciens, techniciens, infirmiers et assistants seront formés pour répondre aux exigences de cette nouvelle ère médicale. Le gouvernement prévoit aussi d'intégrer les données PET/CT dans le registre national du cancer pour renforcer la recherche et les politiques publiques.

Dans un contexte économique tendu, le ministre a affirmé que le secteur de la santé reste une priorité budgétaire. *« Aucun sacrifice n'est trop grand pour sauver des vies »,* a-t-il déclaré.

En somme, cette inauguration est bien plus qu'un événement technique : c'est un signal fort. À Maurice, la lutte contre le cancer ne se mène plus uniquement avec des médicaments, mais avec des machines de pointe et, surtout, avec le cœur.

Le Journal du Dimanche

Eau : Maurice et Rodrigues investissent dans l'avenir avec l'AFD

Face aux sécheresses récurrentes, à la vétusté des infrastructures et à la pression croissante sur les ressources, le gouvernement mauricien accélère la transformation du secteur de l'eau. Porté par un partenariat stratégique avec l'Agence Française de Développement (AFD), le pays engage des investissements sans précédent pour sécuriser l'accès à l'eau potable, moderniser ses réseaux et accompagner Rodrigues dans sa résilience hydrique.

Rodrigues : deux nouvelles aides techniques en 2024

Le partenariat entre Maurice et l'AFD, lancé en 2019 avec une assistance technique de 600 000 euros, s'est intensifié en 2024. Deux nouvelles conventions, d'un montant total de 2,1 millions d'euros, ont été signées :

- 1,3 million d'euros pour la cartographie des aquifères de Rodrigues, afin d'identifier le potentiel des nappes phréatiques pour de futurs forages ;
- 800 000 euros pour :
  - Élaborer une stratégie de gestion des eaux pluviales et de prévention des inondations à Rodrigues ;
  - Mettre en place à Maurice un plan d'absorption des eaux dans un contexte de changement climatique et de bétonisation accrue.

Un prêt historique de 200 millions d'euros

Le 1er décembre 2023, Maurice franchit un cap symbolique avec la signature d'un prêt sectoriel de 200 millions d'euros auprès de l'AFD. Ce financement appuie l'ensemble de la politique publique liée à l'eau, aussi bien à Maurice qu'à Rodrigues, via le Consolidated Fund.

Contrairement aux prêts classiques, celui-ci ne cible pas de projets isolés. Il est conditionné à des indicateurs de performance (KPI) définis en amont, garantissant une gouvernance rigoureuse. À ce jour, 105 millions d'euros ont déjà été déboursés.

En complément, une subvention de 2 millions d'euros permet de :

- Élaborer une politique nationale de l'eau à Maurice ;
- Améliorer la qualité de l'eau à Rodrigues ;
- Détacher un conseiller technique auprès du ministère de l'Énergie et des Services publics ainsi que de la Rodrigues Public Utilities Corporation (RPUC).

Rs 3,1 milliards pour moderniser les infrastructures

Parallèlement au soutien de l'AFD, le gouvernement mauricien a budgétisé Rs 3,1 milliards pour moderniser les infrastructures hydrauliques. Parmi les projets prioritaires :

- Rs 1,4 milliard pour la construction du barrage de Rivière des Anguilles ;
- Rs 1,2 milliard pour remplacer les canalisations vétustes ;
- Rs 100 millions pour la réhabilitation du barrage de La Ferme ;
- Rs 73 millions pour moderniser les stations de pompage de Poudre d'Or et Plaine Lauzun ;
- Rs 100 millions pour l'installation de filtres, forages et entretien des canaux ;
- Rs 50 millions pour renouveler les compteurs d'eau.

Rodrigues au cœur de la stratégie

Longtemps en marge, Rodrigues bénéficie désormais d'une priorité affirmée. Pour l'exercice 2025-2026, Rs 216,3 millions sont allouées à l'Assemblée régionale pour maintenir le Rainwater Harvesting Scheme.

S'ajoutent :

- Rs 540 millions pour deux usines de dessalement, un réseau renforcé et des compteurs intelligents ;
- Une subvention de 10 millions USD (Rs 457 millions) de la Banque mondiale et de l'Union européenne, pour des projets liés à l'eau et à la sécurité alimentaire.

Niveaux critiques des réservoirs (mars 2025)

Malgré ces efforts, les réserves restent sous pression :

- Mare-aux-Vacoas : 41,3 %
- Mare Longue : 52,5 %
- La Nicolière : 45,8 %
- Piton du Milieu : 38,1 %
- Midlands Dam : 37,6 %
- Bagatelle Dam : 37,5 %
- La Ferme : 27,4 %

Maurice–Égypte : une amitié qui trace la voie du progrès

L'Ambassadrice de la République arabe d'Égypte, Mme Abir Alam Eldin, a réaffirmé hier la volonté de son pays de renforcer sa coopération avec Maurice dans tous les domaines stratégiques. Elle s'exprimait lors d'une réception organisée par l'Ambassade d'Égypte à l'Hôtel de Ville de Curepipe à l'occasion de la Fête nationale égyptienne.

L'événement a réuni plusieurs personnalités de premier plan, dont le Président de la République, M. Dharam Gokhool, le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, le Vice-Premier ministre, M. Paul Raymond Bérenger, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, M. Dhananjay Ramful.

Dans son discours, Mme Eldin a rappelé que la Fête nationale commémore la glorieuse révolution qui a conduit l'Égypte vers la liberté et l'indépendance. Elle a salué le parcours historique du pays, soulignant que les luttes du passé inspirent les ambitions du présent et les rêves du futur.

L'Ambassadrice a aussi tenu à féliciter Maurice pour la signature de l'Accord historique sur le Chagos, qu'elle a qualifié de victoire majeure pour la justice et la souveraineté. « Cela illustre la détermination du peuple mauricien à récupérer son héritage légitime », a-t-elle déclaré.

Elle a conclu en appelant à un renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'éducation, la recherche scientifique, la culture, la technologie et les services publics, afin de relever ensemble les défis mondiaux et promouvoir un développement durable partagé.

Le Journal du Dimanche

Consommation : les prix se redressent légèrement

Maurice peine à rétablir l'équilibre de sa balance commerciale. En mai 2025, le déficit commercial s'est creusé pour atteindre Rs 17,19 milliards, contre Rs 14,71 milliards au même mois de 2024, soit une hausse de 16,8 %.Les exportations mauriciennes enregistrent certes une légère hausse de 3 %, mais elles restent insuffisantes pour compenser l'augmentation constante des importations, qui grimpent de 8 %. Résultat : la balance commerciale continue de pencher dangereusement du côté des sorties de devises.

Comparatif des cinq premiers mois de l'année

L'analyse des cinq premiers mois de l'année confirme une tendance alarmante :

- **Janvier 2025 :** Rs 16,85 Mds (contre Rs 13,9 Mds en 2024) → +21,2 %
- **Février 2025 :** Rs 14,07 Mds (contre Rs 13,8 Mds) → +2,7 %
- **Mars 2025 :** Rs 16,32 Mds (contre Rs 17,2 Mds) → -5,6 %
- **Avril 2025 :** Rs 18,44 Mds (contre Rs 15,8 Mds) → +16,7 %
- **Mai 2025 :** Rs 17,19 Mds (contre Rs 14,9 Mds) → +15,3 %

Hormis le mois de mars, qui constitue une exception, le déficit n'a cessé d'augmenter depuis le début de l'année.

Panier du consommateur : les prix repartent à la hausse

Après une baisse modérée des prix entre janvier et mars 2025, les coûts de la vie ont recommencé à grimper à partir d'avril. En juin, l'indice des prix à la consommation (Consumer Price Index - CPI) est passé à 108,2 points, soit 8,2 points au-dessus de la période de base de 2017.

Cette progression marque le troisième mois consécutif de hausse des prix, touchant particulièrement certaines catégories de produits.

Les hausses les plus notables :

- Boissons gazeuses : +26,7 %
- Cigarettes : +8,2 %
- Boissons alcoolisées : entre +7,5 % et +10,7 %
- Repas à emporter : +2,7 %

Répartition du panier type des consommateurs (base 1000)

L'indice CPI repose sur une pondération des grandes catégories de dépenses dans le quotidien des ménages. Voici leur poids respectif :

- **Alimentation et boissons non-alcoolisées :** 250
- **Boissons alcoolisées et cigarettes :** 106
- **Logement, électricité, eau, gaz :** 100
- **Transports :** 159
- **Communications (téléphone, internet, etc.) :** 70

Ce classement montre que les produits alimentaires et les transports représentent les charges les plus lourdes dans le budget des foyers mauriciens.

Inflation : une accalmie relative

Bonne nouvelle sur le front de l'inflation : celle-ci ralentit nettement par rapport aux deux années précédentes. Pour l'année financière 2024-2025, le taux d'inflation est estimé à 2,9 %, contre 4,5 % en 2023-2024 et 10,5 % en 2022-2023. Mais ce ralentissement global ne signifie pas la fin des tensions sur les prix.

Les hausses enregistrées ces derniers mois sur les produits du quotidien laissent penser que les ménages restent exposés à une certaine vulnérabilité, en particulier les classes modestes.

Droits humains : Maurice passe à l'action pour honorer ses engagements internationaux

La République de Maurice renforce son engagement en matière de droits humains. Le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, via sa Division des droits humains, a convoqué une réunion stratégique du National Mechanism for Reporting and Follow-up (NMRF), en présence de représentants de ministères, d'organismes publics, d'institutions nationales des droits humains et d'organisations de la société civile.

La rencontre, présidée par le ministre Dhananjay Ramful, s'est tenue en présence du secrétaire permanent M. Ravi Shankar Sonea. L'objectif : faire le point sur les rapports soumis par Maurice aux instances internationales, examiner les recommandations reçues, et évaluer les progrès réalisés dans leur mise en œuvre.

Le NMRF, créé en 2017, est un mécanisme interinstitutionnel de coordination visant à garantir que les engagements internationaux de Maurice en matière de droits humains — notamment ceux issus de l'ONU, de l'Union africaine ou de conventions thématiques — soient respectés, suivis et traduits en actions concrètes. Il permet également de coordonner les réponses aux examens périodiques et d'assurer le suivi des recommandations émises par les organes de traités, le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales et les mécanismes régionaux.

Le ministre Ramful a appelé toutes les parties prenantes à intensifier leurs efforts, notamment en soumettant des informations actualisées à la Division des droits humains afin d'alimenter la base de données nationale de suivi. Il a souligné l'importance d'une approche proactive pour combler les lacunes dans la mise en œuvre.

Parmi les conventions discutées figurent : la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture, la Convention sur les droits de l'enfant, ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et ses protocoles.

La réunion a également permis d'évaluer l'avancement du National Human Rights Action Plan, du National Action Plan to Combat Trafficking in Persons, et des initiatives liées à la justice sociale et à l'égalité.

Le Journal du Dimanche

Rodrigues: les défis d'une île en panne de solutions durables

Plus de deux décennies après avoir accédé à l'autonomie régionale en 2002, l'île Rodrigues peine encore à répondre aux besoins fondamentaux de sa population. Malgré sa beauté naturelle, sa richesse culturelle et son potentiel économique, l'île reste engluée dans une série de défaillances structurelles. De l'eau potable à la santé, en passant par le transport maritime, le stockage de carburants ou l'exode de sa jeunesse, les manquements sont profonds et durables. Enquête au cœur d'un territoire oublié.

L'eau, un combat quotidien

C'est un paradoxe cruel: entourée d'eau, Rodrigues souffre de sécheresse chronique. L'accès à l'eau potable reste l'un des problèmes les plus criants sur l'île. Dans de nombreux foyers, les robinets restent secs pendant des semaines, parfois des mois. Le quotidien des Rodriguais s'est organisé autour de cette pénurie. Le stockage d'eau de pluie dans des *« bassins »* est devenu une habitude de survie. Mais cette méthode, aussi ingénieuse soit-elle, repose entièrement sur une pluviométrie devenue de plus en plus erratique avec le changement climatique.

Le système de dessalement, introduit il y a quelques années, s'est rapidement révélé inefficace à grande échelle, faute de maintenance adéquate et en raison de coûts énergétiques insoutenables. Par ailleurs, le réseau de distribution d'eau reste vétuste, avec des pertes importantes et une incapacité à assurer un approvisionnement régulier.

Un projet structurant à la peine

Pour tenter de sortir de cette impasse, la Mauritius Investment Corporation (MIC) a octroyé un prêt de Rs 540 millions à la Commission de l'eau de Rodrigues. Les objectifs: construire de nouveaux réservoirs, moderniser le réseau de distribution et diversifier les sources d'approvisionnement. À ce jour, Rs 120 millions ont été débloquées, mais les Rs 60 millions prévues pour l'exercice financier 2024-2025 n'ont toujours pas été versées.

Sur le terrain, plusieurs réservoirs sont en phase finale de construction, notamment dans la région de l'ouest, entre Pointe Coton et Brûlé. Mais d'autres zones comme Petit Gabriel, Quatre Vents ou Manique attendent encore d'être connectées au réseau. Le Budget 2025-2026 prévoit l'utilisation des Rs 340 millions restantes pour compléter l'ensemble du projet, qui se veut désormais hybride : dessalement, récupération d'eau de pluie, stockage en réservoirs et distribution modernisée.

Un système de santé à bout de souffle

Autre secteur sous tension : la santé. L'hôpital principal de l'île, bien qu'en apparence fonctionnel, est régulièrement confronté à une pénurie d'équipements, à l'absence de personnel qualifié et à des retards dans les évacuations sanitaires vers Maurice. De nombreux Rodriguais, atteints de pathologies sérieuses, doivent patienter

des semaines – parfois des mois – pour obtenir un transfert. Et lorsqu'il a lieu, le coût de la prise en charge, du transport et de l'hébergement pèse lourdement sur les finances publiques.

Cette semaine encore, une question parlementaire du député Jacques Edouard a mis en lumière ces lacunes. En réponse, le ministre de la Santé a annoncé une visite imminente sur l'île avec l'objectif de *« faire un état des lieux complet »* et de proposer des solutions durables. Mais les promesses suffiront-elles à rétablir la confiance ?

Pénuries : une mécanique bien huilée

Sur l'île, un autre mot revient comme un refrain : pénurie. Carburants, gaz domestique, aliments pour animaux, denrées alimentaires – rares sont les secteurs épargnés. En cause : une dépendance quasi-totale à l'approvisionnement maritime, assuré principalement par le MV Trochetia et le MV Peros Banhos. Mais les navires ne peuvent accoster pleinement chargés à Port-Mathurin, en raison du gabarit limité du chenal.

Résultat : des cargaisons incomplètes, des retards à répétition, et une population qui, dans l'angoisse, achète en masse dès la livraison. Un phénomène de panic buying devenu récurrent, qui crée artificiellement la pénurie.

Un plan directeur pour l'élargissement et la modernisation du port a bien été proposé. Mais, comme de nombreux projets sur l'île, il reste bloqué au stade des intentions. L'augmentation de la fréquence des rotations maritimes est aussi dans les cartons… mais toujours sans calendrier précis.

Tourisme sous pression

Ces difficultés ne touchent pas que les habitants. Le secteur touristique, moteur économique principal de Rodrigues, en paie aussi le prix fort. L'image d'une île accueillante et autosuffisante se heurte à la réalité des étagères vides, des coupures d'eau et d'un système de santé fragile. Pour les opérateurs hôteliers et les restaurateurs, c'est une bataille quotidienne pour maintenir le niveau de qualité exigé par une clientèle internationale de plus en plus exigeante.

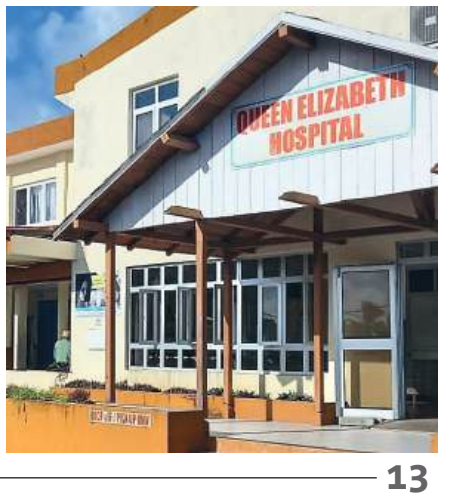
Une jeunesse qui s'en va

Enfin, l'émigration des jeunes prend une tournure préoccupante. Faute d'opportunités locales, ils sont nombreux à quitter l'île pour Maurice, voire à l'étranger. Les raisons sont multiples : rareté des emplois qualifiés, accès limité à l'enseignement supérieur, peu de soutien à l'entrepreneuriat, infrastructures insuffisantes pour relier les villages enclavés. Résultat : une perte de capital humain irremplaçable.

La liaison aérienne, élément vital pour briser l'isolement, reste coûteuse et peu flexible. Les dessertes sont insuffisantes et les tarifs prohibitifs pour une grande partie des Rodriguais, y compris les étudiants et les patients en attente de traitement à Maurice.

Et maintenant ?

Rodrigues ne manque pas de talents ni d'idées. Ce qu'elle réclame, ce sont des moyens, des décisions courageuses et un engagement politique fort. À quelques mois de nouvelles échéances électorales, la population est en attente de signaux clairs : va-t-on enfin donner à Rodrigues les outils de son développement, ou continuer à la maintenir dans un sous-développement chronique ?



Le Journal du Dimanche

Légumes : des prix en baisse… mais toujours salés !

Bonne nouvelle pour les consommateurs : les prix des légumes fléchissent enfin. Mais la réalité est moins savoureuse qu'elle n'y paraît. Malgré une amélioration sur les marchés, les tarifs restent bien supérieurs à ceux de 2024. En cause : des mois de sécheresse, un retard dans les cultures et des dysfonctionnements dans la récolte.

Les prix chutent… un peu

Les Mauriciens l'ont remarqué : depuis quelques semaines, les prix de certains légumes sont en baisse sur les étals. La pomme d'amour, qui se vendait encore à plus de Rs 60 le kilo en juin, affiche désormais un prix entre Rs 35 et Rs 40. Les brèdes, prisées pour leur polyvalence et leur coût accessible, sont passées de Rs 25-30 à Rs 15-20 le paquet.

Ce recul, bien que timide, soulage de nombreux foyers déjà étranglés par la hausse du coût de la vie. Mais pour beaucoup, le soulagement est relatif.

« C'est mieux qu'en mai… mais pas encore comme avant. On achetait les brèdes à Rs 10, aujourd'hui c'est le double », déplore une mère de famille croisée au marché de Quatre-Bornes.

La récolte de mars-avril à la rescousse

D'où vient cette amélioration ? Elle est principalement liée à une saison de récolte plus favorable cette année. Kreepalloo Sunghoo, secrétaire général de la Small Planters Association, l'explique par un retour à une météo plus clémente.

« Il y a eu une bonne pluviométrie en mars et avril 2025. Moins de maladies dans les cultures, plus de légumes dans les champs. Cela a permis de desserrer un peu l'étau sur l'approvisionnement », indique-t-il.

Résultat : l'offre s'est stabilisée, les marchés ont été mieux alimentés, et les prix ont entamé un léger repli.

Un retard de production qui continue de peser

Mais pourquoi les prix ne redescendent-ils pas à leur niveau de 2024 ? La réponse se trouve dans les mois précédents. Entre novembre 2024 et février 2025, une période de sécheresse intense a mis

à mal la production agricole.

« Beaucoup de planteurs n'ont pas pu semer. D'autres ont réduit leurs surfaces de culture. Ce manque s'est répercuté plus tard, et on en paie encore les conséquences », poursuit Sunghoo.

Les légumes, rares en début d'année, ont vu leurs prix exploser. Et malgré une reprise partielle, l'équilibre offre-demande n'est toujours pas restauré.

Autre facteur aggravant : le manque criant de main-d'œuvre dans certains champs. Des planteurs dénoncent l'impossibilité de récolter leurs produits à temps, ce qui engendre d'énormes pertes.

« À Camp Diable, les légumes sont mûrs. Mais sans ouvriers, on ne peut pas les casser. Ils pourrissent sur place ou sont vendus à vil prix », témoigne un cultivateur excédé.

Certains évoquent aussi des blocages dans la chaîne de distribution, entre les producteurs, les courtiers et les marchés. Une situation qui profite parfois à certains, au détriment des agriculteurs et des consommateurs.

Une stabilité encore fragile

En somme, si les baisses actuelles sont encourageantes, elles ne doivent pas masquer la fragilité du système agricole mauricien. Un simple dérèglement climatique ou une pénurie de main-d'œuvre suffit à déséquilibrer tout le circuit. Et à faire flamber les prix.

Les acteurs du secteur appellent à des réformes structurelles : meilleure planification des cultures, mécanisation accrue, revalorisation du métier d'ouvrier agricole, et incitations à la production locale durable.

« Nous devons sécuriser notre alimentation. Pas seulement avec des importations, mais en soutenant vraiment nos planteurs », plaide Sunghoo.

Le panier de légumes est un bon baromètre du quotidien mauricien. Si le vent semble tourner avec des prix plus abordables, la route vers un marché équilibré, juste et durable est encore longue. Pour l'instant, les familles surveillent chaque roupie dépensée… et croisent les doigts pour que le ratatouille budget cesse de griller.

Le Journal du Dimanche

Union Flacq : la ferme intelligente d'Alteo redéfinit l'agriculture mauricienne

À Union Flacq, sur les terres fertiles de l'Est, l'agriculture mauricienne vient de franchir un tournant décisif. Avec l'inauguration officielle de la Island Basket Smart Farm, le groupe Alteo lance un modèle novateur qui conjugue technologie de pointe, durabilité environnementale et production sans pesticides. Ce projet, salué par le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Dr Arvin Boolell, s'inscrit dans une logique de transformation profonde du secteur agricole national.

Une ferme du futur ancrée dans le présent

Au cœur de cette ferme dite *« intelligente »* : quatre unités hydroponiques de dernière génération, entièrement dédiées à la culture de tomates sans produits chimiques. Plus qu'un simple site de production, la Smart Farm d'Alteo se présente comme un laboratoire grandeur nature d'une nouvelle façon de cultiver – plus propre, plus précise et plus résiliente face aux aléas climatiques et à la raréfaction des ressources.

Lors de la cérémonie d'inauguration, le ministre Boolell a insisté sur l'urgence d'embrasser cette transition : *« L'agriculture ne peut plus rester figée dans ses méthodes du passé. Elle doit intégrer l'intelligence, les technologies et les énergies du XXIe siècle. Il faut oser innover si nous voulons nourrir durablement notre population. »*

Entre efficacité technologique et durabilité environnementale

La Island Basket Smart Farm est équipée de serres à environnement contrôlé, capables d'ajuster automatiquement la température, l'humidité et l'irrigation selon les besoins des plantes. Cette approche de l'agriculture de précision permet une économie substantielle d'eau, une réduction des intrants et une utilisation minimale de terres arables, tout en améliorant les rendements.

Chaque tomate cultivée est traçable, riche en nutriments et exempte de résidus chimiques. Cette promesse de qualité s'accompagne d'une forte valeur ajoutée en matière de sécurité alimentaire, un sujet de plus en plus stratégique alors que le pays reste fortement dépendant des importations pour nourrir sa population.

Un modèle exportable

Pour le CEO d'Alteo Limited, Fabien de Marassé Enouf, ce projet incarne une ambition claire :« *Notre objectif est de faire de l'Est un pôle agricole moderne et durable, créateur d'emplois qualifiés et vecteur de bonnes pratiques.* »

L'initiative va au-delà de la simple production : Alteo mise aussi sur un modèle circulaire, intégrant emballage recyclable, réduction de l'empreinte carbone, et énergies plus propres pour faire de cette ferme une vitrine de ce que peut devenir l'agriculture mauricienne.

Le ministre Boolell abonde dans ce sens : « *Produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons : voilà le cap. La Smart Farm d'Alteo incarne cette vision que nous devons généraliser à l'échelle nationale.* »

Face aux défis croissants liés au changement climatique, à la volatilité des marchés et à la montée des prix des intrants, le gouvernement affirme vouloir favoriser l'émergence de projets agricoles innovants, tout en facilitant l'accès à une main-d'œuvre qualifiée.

Le ministre a évoqué la possibilité de recruter des travailleurs étrangers spécialisés pour pallier la désaffection locale du secteur, tout en appelant à une synergie entre centres de recherche, entreprises agricoles, institutions de formation et structures de financement. L'objectif : construire une agriculture plus résiliente, capable de garantir l'autosuffisance alimentaire à long terme.

Une dynamique économique pour l'Est

Au-delà de la production agricole, le projet crée aussi un impact économique direct sur la région Est. Il génère de nouveaux emplois dans des domaines à haute valeur ajoutée, comme la technologie agricole, la logistique agroalimentaire ou encore la maintenance automatisée.

Produire localement permet aussi de réduire les importations coûteuses, de dynamiser l'économie rurale et de renforcer la souveraineté économique du pays. *« C'est un chantier de long terme, mais c'est une nécessité nationale. Si nous voulons garantir notre sécurité alimentaire demain, il faut poser les bases aujourd'hui »,* conclut Fabien de Marassé Enouf.

Niveshika Bickharry : Une ingénieure mauricienne dans les coulisses de la Formule 1

Dans l'univers palpitant de la Formule 1, où technologie de pointe, précision millimétrée et performance extrême dictent les règles du jeu, une jeune femme originaire de Brisée-Verdière, à Maurice, s'impose avec discrétion et détermination. Niveshika Bickharry, ingénieure industrielle au sein de l'écurie Alpine F1 Team, incarne une nouvelle génération de talents mauriciens qui repoussent les frontières de l'excellence.

« Il faut oser. Oser rêver, apprendre, se battre. »

Niveshika dit avoir toujours eu le soutien de ses parents, son frère et sa sœur pour l'encourager, la pousser à donner le meilleur d'elle-même. À l'école, elle se distingue rapidement, notamment au Droopnath Ramphul State College, où elle excelle en mathématiques et en sciences. Très vite, elle rêve d'un avenir dans la technique, fait de défis mécaniques et d'innovation. Pour poursuivre ce rêve, elle met le cap sur l'Allemagne, berceau de l'ingénierie automobile, afin d'y entamer des études en ingénierie mécanique.

Une formation d'élite en Europe

Son arrivée en Allemagne marque un tournant. Elle y décroche un Bachelor en mécatronique, une discipline exigeante à l'intersection de la mécanique, de l'électronique et de l'informatique. Loin de chez elle, elle apprend aussi à naviguer dans un monde multiculturel et rigoureux, mais porteur de nombreuses opportunités.

Forte de ce premier succès, elle poursuit son parcours en France, en intégrant Supméca Paris, où elle obtient un Master en génie industriel. Ce double parcours — entre rigueur allemande et excellence française — forge chez elle un profil rare : celui d'une ingénieure capable de concilier technicité, stratégie, innovation et durabilité.

L'entrée dans l'arène de la Formule 1

Le monde de la F1 est fermé, ultra-compétitif, dominé par quelques grandes écuries et peu accessible aux profils venus d'horizons atypiques. Pourtant, grâce à son expertise et à sa ténacité, Niveshika rejoint Alpine F1 Team.

Elle y travaille à l'optimisation des processus industriels liés à la production et à la maintenance des pièces de la monoplace. Cela comprend : l'amélioration de la fiabilité des opérations, l'anticipation des problèmes et la mise en place des solutions concrètes. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique de l'industrie 4.0, avec une vision claire : *« Mon métier est technique, mais profondément humain. C'est ce qui me passionne. »*

Elle ne conçoit pas les voitures, mais veille à ce que chaque composant — du plus petit écrou aux systèmes de freinage ou de refroidissement — réponde aux normes de qualité les plus strictes. Dans un sport où chaque millième de seconde compte, l'exigence est totale. Elle doit faire preuve de réactivité, gérer les imprévus, coordonner les équipes et déployer des solutions en temps réel.

Une ingénieure engagée

Au-delà de ses responsabilités techniques, Niveshika s'illustre aussi par son engagement pour une F1 plus durable. Elle contribue notamment à un projet mené en collaboration avec la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA), visant à mieux contrôler les coûts de production et à évaluer l'empreinte énergétique des moteurs.

Dans un univers majoritairement masculin, elle s'impose par son professionnalisme. Femme, jeune, et venue d'un petit pays peu représenté dans la haute technologie, elle revendique avec fierté ses racines mauriciennes. À chaque conférence, chaque échange, elle parle de Maurice, de ses couleurs et de son potentiel encore trop sous-estimé.

Une source d'inspiration pour la jeunesse mauricienne

La trajectoire de Niveshika inspire — particulièrement les jeunes filles souvent hésitantes à se lancer dans les filières scientifiques. À travers des interventions scolaires ou des interviews, elle délivre un message simple mais puissant :

« Il faut oser. Oser rêver, apprendre, se battre. »

Elle milite aussi, à sa manière, pour plus de diversité dans les métiers de l'ingénierie. Car, dit-elle, il ne suffit pas d'être compétent ; il faut aussi briser les barrières mentales et structurelles qui freinent encore trop de talents prometteurs.

Dans ses propres mots : *« Peu importe d'où l'on vient, la détermination et la passion peuvent ouvrir les portes des rêves les plus grands. J'espère inspirer les jeunes, surtout les filles, à croire en elles. Le chemin est exigeant, mais chaque défi est une opportunité. Sortez de votre zone de confort. Soyez curieux, rigoureux. Et vous, parents, soyez présents. Votre soutien est essentiel pour encourager les rêves les plus fous de vos enfants. »*

À 28 ans, Niveshika Bickharry a déjà accompli ce que beaucoup pensaient impossible. Elle a transformé sa passion en une carrière brillante dans l'élite de l'ingénierie mondiale. Elle n'a pas seulement trouvé sa place en Formule 1. Elle y excelle. Et avec elle, c'est toute une jeunesse mauricienne qui apprend à rêver plus grand.

Niveshika et Pierre Gasly, Pilote de Formule 1

Poutou Selon : Une affaire de famille, un héritage en vapeur douce

Derrière le nom tendre et évocateur de Poutou Selon se cache bien plus qu'un simple commerce artisanal. C'est une histoire de famille, de transmission et d'amour pour une douceur typiquement mauricienne, aujourd'hui en voie de disparition. Pour les Mooroongapillay, faire du poutou, ce n'est pas faire du business : c'est entretenir une flamme, un lien vivant entre les générations, un hommage aux aînées et à la mémoire collective.

Une tradition façonnée par les femmes

Tout commence avec leur amay, leur grand-mère. Figure emblématique de la famille, elle n'était pas seulement une excellente cuisinière, mais aussi une passeuse de culture. Jusqu'à l'âge de 81 ans, elle vendait ses poutous dans les rues de Stanley et de Trèfles, là où les habitants attendaient avec impatience cette vapeur chaude et parfumée à la sortie de l'école ou du travail. Cette image, gravée dans la mémoire d'Aveelen, Arassen et des autres membres de la fratrie, reste fondatrice.

Après sa disparition en 2014, c'est leur mère, Mala, qui a pris le relais, presque naturellement. Avec la même rigueur, le même amour du détail. Puis, au fil du temps, les deux garçons se sont mis à leurs côtés, main dans la main, pour perpétuer la recette familiale. *« We never started — we continued »*, résume simplement Aveelen. Car pour eux, Poutou Selon est d'abord une continuité, pas un commencement.

De la cuisine familiale aux réseaux sociaux

Pendant longtemps, les poutous étaient cuisinés uniquement pour le plaisir : les dimanches matin en famille, les fêtes religieuses, ou ces moments simples où l'on se retrouve autour d'un thé chaud. Mais les proches, les voisins, les amis ont commencé à en redemander. Le bouche-à-oreille a fait son effet. Puis les réseaux sociaux sont entrés dans la danse.

Aujourd'hui, grâce à Facebook et Instagram, Poutou Selon est devenue une petite entreprise artisanale au rayonnement inattendu. Le nom même de la marque porte un héritage affectif : *"Selon"*, le surnom de leur grand-mère, prononcé avec douceur, est devenu une bannière familiale, un gage d'authenticité.

Mais malgré cette évolution, l'esprit reste le même : une fabrication artisanale, à la main, sans compromis. Chaque commande est préparée avec soin, rigueur… et une bonne dose de tendresse.

Le goût de Maurice qui traverse les frontières

L'une des plus grandes fiertés de la famille, c'est de voir à quel point le poutou, ce petit gâteau de riz à la vapeur, voyage aujourd'hui à travers le monde. De simples colis sont devenus des messagers d'émotions.

« Grâce aux commandes passées par la famille ou des Mauriciens installés à l'étranger, Poutou Selon est aujourd'hui

« *Li facile pou geter, mais bizin ena lamour pou cuit li* »

dégusté au Canada, en France, en Angleterre, en Australie, en Afrique du Sud et même tous les trois mois en Inde », confie Aveelen.

Chaque envoi est une promesse de retrouvailles avec ses racines. Pour certains expatriés, c'est une madeleine de Proust, un souvenir d'enfance qu'ils pensaient avoir perdu. Le poutou devient alors bien plus qu'un mets : il devient une capsule de mémoire.

Le poutou : un art, pas une recette

Si la recette peut sembler simple — du riz cuit à la vapeur —, la réalité est tout autre. Faire du poutou, c'est un art. Cela demande de la technique, de la patience et surtout beaucoup d'amour. Il faut d'abord laver soigneusement le riz, le faire tremper, le sécher, le réduire en poudre, le tamiser finement… avant de le cuire à la vapeur avec précision.

« Si on bâcle une seule étape, le goût ne sera pas là », explique Aveelen. Le processus est lent, exigeant. Mais il fait toute la différence. *« Li facile pou geter, mais bizin ena lamour pou cuit li »*, rappelle-t-il avec un sourire.

Ici, il n'y a ni machines industrielles ni conservateurs. Seulement des mains, de la vapeur, et des souvenirs.

Un message qui va au-delà du produit

À travers Poutou Selon, les frères Mooroongapillay rendent hommage aux femmes de leur famille, mais aussi à toutes celles qui, dans l'ombre, ont transmis des savoirs précieux. Ce projet est une manière de dire merci à leur grand-mère, à leur mère, mais aussi à toutes les femmes mauriciennes qui ont nourri leurs familles dans le silence, la constance et l'amour.

C'est aussi un message aux jeunes générations : il est possible de bâtir quelque chose de beau, d'authentique, à partir de ce que l'on a reçu. De transformer un héritage culinaire en acte de mémoire et en aventure entrepreneuriale. Et surtout, de le faire sans jamais trahir l'essence de ce que l'on est.

Une invitation à découvrir

Poutou Selon, c'est donc une affaire de famille… mais aussi une affaire de cœur. Derrière chaque gâteau, il y a une histoire, un visage, une émotion. Dans un monde où tout va vite, ce projet nous invite à ralentir, à savourer, à nous souvenir.

Le reportage vidéo dédié à Poutou Selon est à découvrir sur les plateformes du Journal du Dimanche : notre site web, notre chaîne YouTube, Instagram, Facebook et TikTok. Un récit en images qui prolonge cette belle aventure humaine.

Participez à Business with You

Vous êtes entrepreneur, artisan, créateur ? Vous avez une activité locale ou un projet inspirant à partager ? L'équipe du *Journal du Dimanche* se déplace pour vous donner la parole !

Écrivez-nous à : info@journaldudimanche.com
Contactez-nous sur WhatsApp : 5 777 7458

Parce que chaque talent local mérite d'être vu.
Parce que chaque parcours mérite d'être raconté.

Le Journal du Dimanche

Deux cathédrales, deux âmes : Voyage au cœur spirituel de Port-Louis

Par Alain Jeannot

Pour cette première échappée belle à travers les sentiers étonnants de notre passé, nous vous proposons de partir à la découverte de deux joyaux architecturaux nichés au cœur de la capitale : les majestueuses cathédrales de Port-Louis. Églises mères de leurs confessions respectives – catholique et anglicane –, elles témoignent, chacune à leur manière, de la richesse de notre histoire coloniale et religieuse. Leurs racines plongent profondément dans le XVIIIe siècle, à l'époque où l'île s'appelait encore Isle de France et où la colonisation française façonnait les premières strates de notre identité urbaine.

La Cathédrale Saint-Louis : témoin d'une foi en mutation

L'histoire de la cathédrale Saint-Louis débute en 1722, avec l'arrivée des premiers colons français et la division de l'île en deux paroisses : l'une dédiée à Notre-Dame, l'autre à Saint-Louis, en hommage au roi Louis IX, seul monarque français canonisé. Dès 1723, une modeste chapelle en palissades voit le jour. Elle sera remplacée en 1737, sous l'impulsion de Mahé de La Bourdonnais, par une église en pierre construite sur la rue Royale.

Ce premier édifice ne fut que l'ancêtre d'une succession de lieux de culte érigés sur le même site. Ce n'est qu'en 1933 que la cathédrale actuelle, la quatrième version, sera consacrée sous l'épiscopat de Mgr James Leen. Véritable vaisseau de foi, l'édifice impose par sa sobriété majestueuse et abrite aujourd'hui un musée d'art sacré à part entière : vitraux finement ouvragés, tableaux de maîtres et sculptures d'inspiration religieuse s'y dévoilent dans une harmonie sereine.

Difficile d'imaginer, en pénétrant ce lieu sacré, qu'il fut autrefois reconverti en magasin de munitions ou en salle de réunion de l'Assemblée coloniale sous le régime français. Pourtant, ces transformations ponctuent une histoire riche de résilience et de renaissance.

La Cathédrale anglicane : d'une poudrière à un sanctuaire

À quelques pas de là, dans le vieux Port-Louis, se dresse un autre lieu tout aussi chargé d'histoire : la cathédrale anglicane Saint James. Cette bâtisse insolite est, à l'origine, une ancienne poudrière érigée sous Mahé de La Bourdonnais. Elle sera même utilisée comme prison durant la période impériale française, notamment sous le général Decaen (1803–1810).

Avec l'arrivée des Britanniques, le gouverneur Robert Farquhar décide d'en changer la vocation. Il la transforme en église destinée aux militaires et fonctionnaires anglicans de l'île. Après plusieurs restaurations et modifications, c'est en 1850, le 26 juin, que la cathédrale est solennellement consacrée par l'évêque de Ceylan (l'actuel Sri Lanka). Le résultat est un sanctuaire à l'élégance sobre, à l'atmosphère chaleureuse et empreint de recueillement.

L'intérieur est habillé de boiseries reluisantes, créant un sentiment de paix et de dignité. Des plaques en marbre et en cuivre honorent les grandes figures religieuses et historiques qui ont marqué l'église et le pays. Parmi les éléments les plus saisissants, l'ambon en cuivre surmonté d'un aigle attire le regard : symbole de hauteur spirituelle, il évoque la mission de porter la parole divine au-delà des frontières.

Le chœur du sanctuaire est sublimé par une verrière en triptyque, dont les vitraux colorés inondent l'autel d'une lumière tamisée. Une chapelle latérale, consacrée à la Vierge Marie, occupe le bras sud du transept. Son magnifique retable en bois est surmonté d'un tableau bouleversant représentant Marie tenant le corps du Christ dans ses bras – une icône poignante de tendresse maternelle et d'amour inconditionnel.

Une architecture enracinée dans la pierre et la foi

À l'extérieur, la cathédrale anglicane impressionne par sa noble architecture : colonnades solides, flèche blanche s'élançant vers le ciel, et murs taillés dans une pierre volcanique d'un gris profond. La cour soigneusement aménagée, jalonnée de panneaux informatifs, invite les visiteurs à découvrir les multiples strates d'un passé anglican souvent méconnu à Maurice.

Ces deux cathédrales racontent deux récits, portés par deux confessions, mais animés du même souffle spirituel. L'une tournée vers Rome, l'autre héritée de Canterbury, elles s'élèvent comme des témoins de l'évolution religieuse, politique et sociale de notre île.

Elles nous rappellent que nos lieux de culte sont aussi des lieux de mémoire, des refuges d'âme et des miroirs du temps. Il suffit d'ouvrir les yeux — et le cœur — pour en percevoir la profondeur.

Ces deux cathédrales racontent deux récits, portés par deux c onfessions, mais animés du même souffle spirituel. L'une tournée vers Rome, l'autre héritée de Canterbury, elles s'élèvent comme des témoins de l'évolution religieuse, politique et sociale de notre île.

Le Journal du Dimanche

Un intérieur propre, même avec des animaux ? Oui, c'est possible !

Les animaux de compagnie sont des membres à part entière de nos familles. Leur présence apporte joie, affection et réconfort… mais aussi poils, odeurs et petites salissures ! Vivre avec un chien, un chat, ou même un lapin, implique nécessairement d'adapter son intérieur. Alors comment garder une maison propre et saine sans transformer son quotidien en corvée permanente ? Voici les conseils les plus efficaces avec noitre consultant Anne Marie Gautier.

Faites-vous aider par la technologie

On le sait : les poils s'infiltrent partout, surtout pendant les périodes de mue. Passer l'aspirateur chaque jour semble être une bonne résolution… mais dans les faits, peu peuvent la tenir sur le long terme. C'est ici que l'électroménager intelligent devient un véritable allié. Un aspirateur-robot programmable ou un robot laveur de sol (voire un combiné 2-en-1) peut faire une différence énorme. Il traque les poils dans les coins, aspire les miettes et nettoie même les traces de pattes humides. Pour un investissement similaire à celui d'un appareil classique, vous gagnez un temps précieux et gardez vos sols nets sans effort.

Optez pour des produits ménagers naturels

Nul besoin de parfums artificiels ou de détergents puissants qui promettent de *« désinfecter à 99,9 % »* : la nature suffit souvent. Mieux vaut se tourner vers des solutions écologiques, plus saines pour vous, pour vos animaux… et pour la planète. Le trio gagnant reste : savon noir, vinaigre blanc, et eau chaude. Ces produits nettoient, désodorisent, et désinfectent sans laisser de résidus chimiques dangereux, notamment pour les pattes ou les museaux curieux.

Aérez quotidiennement

Les composés organiques volatils (COV), émis par les meubles, textiles et produits ménagers, polluent l'air intérieur. À cela s'ajoutent les odeurs et allergènes liés aux animaux. Le remède est simple : aérer deux fois par jour, même en hiver, pendant dix à quinze minutes. Ce geste permet de renouveler l'air, de réduire l'humidité et d'assainir naturellement votre intérieur. En complément, quelques plantes dépolluantes bien choisies (comme le lierre, le chlorophytum ou le spathiphyllum) peuvent aussi purifier l'air.

Privilégiez le linge de maison en lin

Le lin lavé est un tissu à la fois élégant et malin. En plus d'être durable et esthétique, il possède des propriétés hypoallergéniques : il retient très peu les bactéries et les poils, et se lave facilement. C'est donc un excellent choix pour vos housses de coussins, rideaux, plaids ou draps. Il offre une barrière naturelle contre les acariens et améliore la qualité de l'air intérieur, tout en réduisant les risques d'irritations ou d'allergies, notamment chez les enfants ou les personnes sensibles.

Lavez régulièrement tout ce qui retient les poils

Canapés, coussins, tapis, rideaux : autant de surfaces où les poils et saletés s'accumulent discrètement. Même si votre animal ne grimpe pas sur le canapé, les poils volent et se déposent partout. Lavez au moins toutes les deux semaines les textiles accessibles à votre compagnon : plaids, housses, panier, niches, etc. Utilisez un programme chaud (60°C si possible) et, si besoin, ajoutez un peu de vinaigre blanc pour neutraliser les odeurs.

Brossez vos animaux, encore et toujours

Les poils morts, ce fléau ! Il est tentant de les laisser tomber… jusqu'à les retrouver partout. Le brossage régulier, surtout en période de mue, est la solution la plus efficace. Idéalement, brossez votre animal à l'extérieur, ou dans la baignoire, pour contenir les poils. Non seulement cela réduit leur présence dans la maison, mais cela contribue aussi à la bonne santé de la peau de votre animal. Certains apprécient même ce moment de complicité.

Essuyez leurs pattes au retour de balade

Une simple promenade peut se transformer en invasion de boue, de pollen ou de bactéries. Pour éviter que votre chien ne transforme le salon en terrain de jeu marécageux, gardez à portée de main une serviette dédiée à l'entrée. Une rapide séance d'essuyage – pattes et ventre compris – évite bien des nettoyages. Il existe aussi des lingettes réutilisables, lavables en machine, idéales pour ce rituel.

Rangez leurs jouets intelligemment

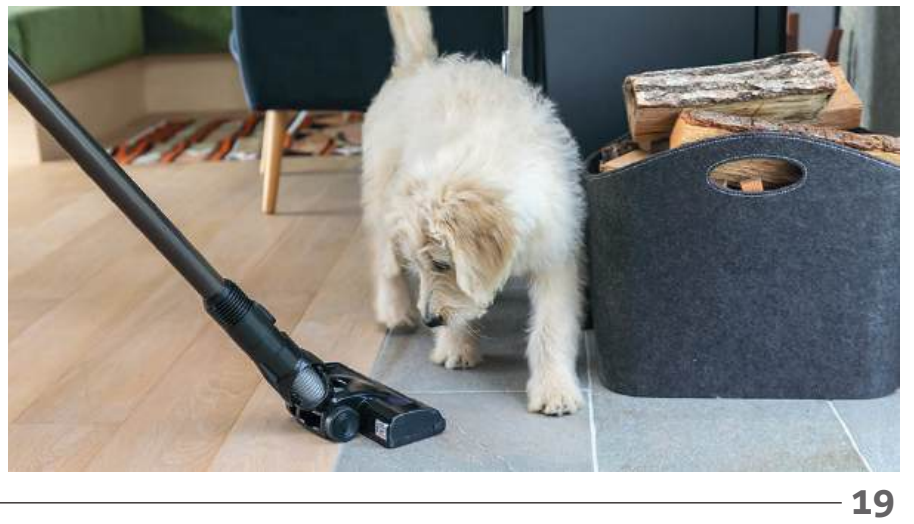
Les jouets de vos animaux ne sont pas seulement mignons, ce sont aussi de vrais nids à bactéries. Entre la salive, la terre, les poussières ou les restes d'aliments, ils peuvent très vite devenir de véritables vecteurs de microbes. L'astuce ? Définir des zones précises où l'animal peut jouer. Par exemple, interdisez l'accès aux jouets dans le lit ou sur le canapé. Rangez les jouets dans un bac fermé lorsqu'ils ne sont pas utilisés, et nettoyez-les régulièrement avec de l'eau chaude savonneuse.

Investissez dans des tapis lavables

Si vous aimez la chaleur des tapis mais craignez leur effet *"attrape-poils"*, tournez-vous vers des modèles lavables en machine. Il en existe désormais de très esthétiques, conçus pour résister aux passages d'animaux. Bonus : vous pourrez les passer en machine en même temps que votre linge de maison, sans vous soucier de leur entretien.

Éduquez tout en douceur

Enfin, même s'il est difficile de résister à une petite boule de poils qui grimpe sur le lit, l'éducation reste la clé d'un intérieur plus propre. Apprenez à votre animal à rester dans certains espaces, à éviter les zones sensibles, ou à utiliser des tapis spécifiques. Cette routine évite les mauvaises surprises… et vous fait gagner un temps précieux. Vivre avec un animal ne doit pas être synonyme de désordre ou de saleté. Avec un peu d'organisation, les bons gestes et des outils adaptés, vous pouvez profiter pleinement de votre compagnon tout en conservant un intérieur sain et agréable. Parce qu'un foyer où l'on respire bien, c'est un foyer où l'on vit mieux — à deux ou à quatre pattes !



Ratintin Ratintin !

Les Zilwa, la nouvelle voix du séga populaire mauricien

Depuis quelques mois, un refrain entêtant résonne à travers l'île : *« Ratintin Ratintin, kraz masala ! »* Ce cri festif, tiré de la chanson Bon Manzé, est devenu un véritable phénomène musical. Sur les réseaux sociaux, dans les bus, les fêtes de mariage, les écoles et même les supermarchés, tout le monde semble connaître ce tube. À l'origine, un groupe encore méconnu du grand public il y a un an : Les Zilwa.

Formé en juin 2020 à Saint-Julien, ce collectif de jeunes artistes passionnés a connu une ascension spectaculaire en 2024 grâce à ce morceau aussi drôle qu'authentique. En quelques semaines seulement, Bon Manzé est devenu culte, s'imposant comme l'hymne d'un séga nouveau, populaire, festif et rassembleur.

Une bande de copains unie par le séga

Les Zilwa, ce sont une douzaine de musiciens et chanteurs, tous animés par un amour sincère pour la culture mauricienne. Le groupe est mené par Krishnen Oothendee, chanteur, compositeur et musicien, aux côtés de Jerry Mooken au chant, Alvinio Zelie et Joé Celerine à la ravanne, Cedric Golding au tambour basse, Yvans Cerveaux aux percussions, Alexandre Poché à la basse, Ishay Koylah à la guitare, et Tej Emrith au triangle.

> *« On aime les artistes qui osent dire les choses avec leur musique, mais toujours avec une âme locale »*

Le nom *« Zilwa »*, qui signifie insulaire en créole, n'a rien d'anodin. Il incarne un attachement profond à la terre natale, à la mer, à l'âme créole dans toute sa richesse. Leur ambition ? Faire vibrer les cœurs avec un séga qui parle au peuple, sans artifices, enraciné dans la réalité quotidienne et la culture populaire.

Le goût du succès avec Bon Manzé

Dès les premières notes, Bon Manzé capte l'attention avec son rythme entraînant, ses percussions typiques et son texte chanté en créole. La chanson rend hommage à la cuisine mauricienne, aux petits plats mijotés sur feu de bois, aux recettes partagées en famille, avec humour et nostalgie. *« Bon manzé li cuit lor ti difé »*, chantent-ils, évoquant ces moments de bonheur simple.

Mais ce qui a véritablement propulsé la chanson au rang d'hymne, c'est son refrain : *« Ratintin Ratintin, kraz masala ! »* Une formule joyeuse et malicieuse, qui invite à danser, chanter, rire ensemble. À l'école, les enfants la reprennent. Dans les bals, les foules s'animent. Sur TikTok et Instagram, des dizaines de vidéos de danse se multiplient.

Derrière cette accroche, une anecdote familiale. *« Ratintin, c'est une expression que mon tonton utilisait souvent pour plaisanter ou casser l'ambiance de manière drôle »*, confie Krishnen Oothendee. *« On voulait une touche orientale, quelque chose qui reste dans la tête et qui invite à participer. »* Pari réussi.

Une envolée inattendue

Sorti fin novembre 2024, le clip de Bon Manzé dépasse rapidement le million de vues. La chanson s'impose en tête des classements des principales radios locales : Top FM, Radio Plus, Wazaa FM, Kool FM... Elle est même sacrée chanson de l'année par au moins quatre d'entre elles.

Le groupe, lui, reste surpris. *« On ne s'attendait pas à une telle vague. On voulait juste faire une chanson sincère, festive, qui nous ressemble »*, explique Krishnen. Pourtant, ce titre est aujourd'hui l'hymne d'une jeunesse mauricienne avide de sons locaux, de références culturelles communes et de bonne humeur.

Les Zilwa deviennent alors, sans le chercher, les nouveaux ambassadeurs d'un séga populaire en pleine renaissance.

Raviver la flamme du séga

Pour Krishnen, une chose est claire : le séga a besoin de sang neuf. *« Il n'y a pas assez de jeunes qui en font. Certains essaient, mais ce n'est pas assez pour maintenir la flamme vivante. Nous, on veut que le séga revive, qu'il retrouve sa place dans le quotidien. »*

Le groupe n'oppose pas tradition et modernité. Au contraire, il les fusionne. Leur musique emprunte au séga traditionnel ses rythmes et instruments, mais y ajoute des touches acoustiques, des influences bhojpuri, voire même une once de poésie engagée. Leurs inspirations ? Bam Cuttayen, Ram Joganah, Latanier, mais aussi des artistes contemporains comme Jason Heerah ou OSB Crew.

« On aime les artistes qui osent dire les choses avec leur musique, mais toujours avec une âme locale », souligne Krishnen.

Loin de se reposer sur leur succès, Les Zilwa sont actuellement en tournée dans différents pays et préparent un nouveau single prévu pour fin 2025. Ils veulent confirmer, surprendre, et surtout rester fidèles à leur style. *« Restez connectés ! »* lancent-ils, enthousiastes.

Leur force ? Leur sincérité. Ils chantent la vraie vie, les petits bonheurs, la culture du partage. Ils chantent Maurice, tout simplement. Et ce faisant, ils redonnent au séga une fraîcheur, une énergie nouvelle, tout en lui restant fidèle.

En quelques mois, Les Zilwa ont réussi à créer un lien unique entre générations, à remettre le séga au cœur des foyers, à le faire danser à nouveau. À travers Bon Manzé, c'est une île entière qui a retrouvé le goût des choses simples. Et surtout, l'envie de chanter ensemble : *« Ratintin Ratintin... kraz masala ! »*

The Running Man – La survie comme divertissement

Sortie en salles : 7 novembre 2025
Le réalisateur Edgar Wright, connu pour son style tranchant (Baby Driver, Hot Fuzz), adapte à nouveau The Running Man, d'après le roman dystopique de Stephen King. Cette version, plus fidèle à l'œuvre originale, place Glen Powell dans la peau de Ben Richards, un père prêt à tout pour sauver sa fille, même à participer à un jeu télévisé mortel où la survie ne tient qu'à un fil.
La distribution réunit des noms de poids : Josh Brolin, Lee Pace, Colman Domingo, Katy O'Brian, Emilia Jones et William H. Macy, pour un casting dense et charismatique.
Le premier trailer, sorti début juillet, a déjà marqué les esprits grâce à une punchline virale : *"Underdog"*.
Entre suspense psychologique, critique sociale et rythme haletant, The Running Man version 2025 s'annonce comme une œuvre coup de poing. Projeté en IMAX, 4DX et Dolby Cinema, ce film est taillé pour secouer les spectateurs.

Julie Bowen réagit au scandale du « kiss cam » de Coldplay, comparé à Modern Family

La scène a fait le tour du monde : lors d'un concert de Coldplay, une séquence captée par la *« kiss cam »* montrant Andy Byron et Kristin Cabot a provoqué un véritable raz-de-marée sur les réseaux sociaux. Et pour cause : de nombreux internautes ont immédiatement fait le lien avec un épisode culte de la série Modern Family, diffusé en 2009.
Dans une récente interview accordée à Access Hollywood, Julie Bowen, alias Claire Dunphy dans la série, a réagi à cette comparaison devenue virale. *« Oui, j'ai vu ça circuler sur les réseaux »*, a-t-elle déclaré, amusée. *« Les gens disent qu'on avait prédit la scène, c'est fou ! »*
L'épisode en question mettait en scène un moment gênant et mal interprété lors d'un match, dans lequel un personnage était surpris par une caméra en train d'embrasser une autre personne que son partenaire. Une situation devenue réalité lors du concert de Coldplay, déclenchant un flot de commentaires et de moqueries sur la toile.
Julie Bowen a commenté le scandale avec humour :
« C'est dingue, non ? Ce gars-là s'est vraiment fait avoir. Et elle aussi, d'ailleurs ! »
Cette nouvelle preuve que Modern Family reste dans l'air du temps, même quinze ans après sa première diffusion, ravive la popularité de la série auprès de la jeune génération… et confirme que la réalité rattrape souvent la fiction.

Weapons – Une disparition glaçante au cœur de l'Amérique

Date à confirmer – fin 2025 pressentie
Après Barbarian, Zach Cregger revient avec Weapons, un thriller horrifique à l'ambiance suffocante. Le point de départ ? La disparition mystérieuse de 17 enfants dans une petite ville de Pennsylvanie. Un scénario sombre et réaliste qui s'annonce déjà comme l'un des grands chocs du cinéma d'horreur de l'année.
Au casting, deux noms puissants : Josh Brolin et Julia Garner, réunis dans une mise en scène volontairement oppressante. Si Barbarian avait marqué par sa tension progressive, Weapons ambitionne de pousser encore plus loin les limites du malaise et de l'angoisse.
Réalisme cru, ambiance poisseuse, peur psychologique : le film est d'ores et déjà très attendu par les amateurs du genre. Une œuvre à suivre de près dans les prochains mois.

Tron: Ares
Quand l'IA s'invite dans le monde réel

Sortie mondiale : 10 octobre 2025
Le monde virtuel culte de Tron est de retour. Quinze ans après Tron: Legacy, Disney relance la machine avec Tron: Ares, réalisé par Joachim Rønning (Pirates des Caraïbes). Le film promet un cocktail explosif de visuels futuristes, d'intelligence artificielle et d'affrontements technologiques à haute intensité.
Au cœur du récit : Ares, un programme IA ultra-avancé, incarné par Jared Leto, envoyé dans le monde réel pour une mission à haut risque. Ce nouvel opus fait le lien direct avec l'univers établi par les précédents volets, avec le retour très attendu de Jeff Bridges dans le rôle mythique de Kevin Flynn.
Le casting est impressionnant : Greta Lee, Evan Peters, Jodie Turner-Smith, Hasan Minhaj, Cameron Monaghan et Gillian Anderson rejoignent l'aventure.
Côté ambiance sonore, la promesse est électrique : le groupe Nine Inch Nails signe une bande-son industrielle inédite, avec un premier titre, As Alive as You Need Me to Be, prévu pour le 17 juillet.

L'album complet suivra en septembre.
Le teaser, dévoilé en juillet, plonge immédiatement dans une esthétique cyberpunk immersive, où l'humanité doit faire face à une IA capable de "respawner" indéfiniment. Une guerre technologique entre réel et virtuel s'annonce.

Saiyaara : Mohit Suri signe un succès fulgurant au box-office, Aamir Khan salue la performance des jeunes acteurs

Le film Saiyaara, réalisé par Mohit Suri, est en train de créer l'événement en salles depuis sa sortie le 18 juillet 2025. Véritable raz-de-marée au box-office, cette romance dramatique portée par deux nouveaux visages, Ahaan Panday et Aneet Padda, séduit le public à travers tout le pays.

Le long-métrage, salué pour sa sensibilité et sa bande-son envoûtante, enchaîne les records dès ses premiers jours d'exploitation. Même en semaine, la fréquentation reste exceptionnelle, preuve que l'engouement autour de Saiyaara ne faiblit pas. Un succès remarqué jusqu'aux plus hautes sphères de Bollywood. Sur le compte o[illegible]mir Khan Productions, un message de félicitations a été publié à l'attention de toute l'équipe du film :

« Félicitations à toute l'équipe de Saiyaara pour son remarquable succès en salle ! Ahaan Panday et Aneet Padda brillent dans leurs débuts avec tant de grâce et de profondeur. »

Signé par *"Team AKP"*, ce message met en lumière la reconnaissance du travail accompli par les jeunes comédiens et l'équipe créative. En quelques jours, Saiyaara s'est imposé comme l'un des plus gros succès de l'année, propulsant Ahaan Panday et Aneet Padda parmi les révélations les plus prometteuses du moment.

Ranveer Singh entre dans la légende

La saga culte Don revient sur le devant de la scène. Après Amitabh Bachchan puis Shah Rukh Khan, c'est au tour de Ranveer Singh d'enfiler le costume du célèbre criminel de légende. Un choix qui a fait trembler Bollywood, entre scepticisme et excitation. Mais l'acteur promet une version plus sombre, plus intense et plus nerveuse du personnage.

Le film, réalisé par Farhan Akhtar, s'annonce comme un thriller au parfum international. Kiara Advani serait pressentie pour incarner une partenaire aussi redoutable que séduisante. Le tournage, réparti entre Mumbai, Londres et Istanbul, laisse entrevoir une ambition planétaire, entre espionnage, trahisons, action nerveuse et bandes-son électrisantes.

Prévu pour novembre 2025, Don 3 attise déjà toutes les attentes. Bollywood retient son souffle pour cette nouvelle ère de la franchise.

"Heer Express" : une comédie dramatique familiale à découvrir dès le 8 août

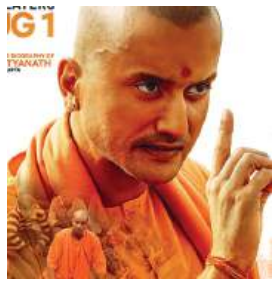
Le cinéma hindi s'apprête à accueillir une nouvelle bouffée d'air frais avec Heer Express, un film familial prometteur signé Umesh Shukla, dont la sortie est prévue pour le 8 août 2025 dans les salles à travers l'Inde. Après le succès de films comme OMG – Oh My God! et 102 Not Out, le réalisateur revient avec une œuvre profondément ancrée dans les valeurs familiales, teintée d'humour et de réalisme.

Décrit comme une *« saaf-suthari parivarik film »* — un film propre, sain et résolument familial — Heer Express réunit à l'écran une distribution éclectique : Divita Juneja, Pritt Kamani, Gulshan Grover, Sanjay Mishra, Ashutosh Rana, et Meghna Malik, chacun apportant sa touche singulière à cette fresque à la fois drôle, touchante et pleine de rebondissements.

Le trailer officiel, dévoilé le 16 juillet, a rapidement suscité la curiosité du public et des critiques. On y découvre une galerie de personnages attachants confrontés aux petites et grandes absurdités de la vie quotidienne, entre traditions, rêves personnels et relations intergénérationnelles. L'équilibre subtil entre les moments comiques et les leçons de vie semble déjà séduire un public en quête de récits authentiques et positifs.

Umesh Shukla signe ici un film qui s'adresse à tous les âges, avec la volonté affirmée de rassembler les générations autour d'une histoire universelle. Les dialogues pleins d'esprit, la musique chaleureuse et les performances nuancées des acteurs promettent une expérience cinématographique accessible, divertissante et émouvante.

"Ajey: The Untold Story of a Yogi" : une biographie spirituelle à l'écran dès le 1er août



Ajey: The Untold Story of a Yogi, programmée pour le 1er août 2025, réalisé par Ravindra Gautam, est un film biographique et dramatique qui retrace le parcours d'un yogi hors du commun, entre éveil personnel et défis de l'âme. Le long-métrage sera disponible en langue hindi, avec des versions doublées en tamoul, télougou, malayalam et kannada, confirmant la volonté des producteurs de toucher un public pan-indien.

Le rôle principal est interprété par Anant Joshi, entouré d'un casting impressionnant : Paresh Rawal, Sarwar Ahuja, Dinesh Lal Yadav, Moni Rai, Ankur Thakur, Vikram Singh et Garima Vikrant Singh. Ces acteurs donnent vie à une fresque humaine mêlant dévotion, conflits intérieurs et transmission de sagesse.

Le scénario, signé Priyank Dubey et Dilip Jha, promet un regard sensible et profond sur le voyage d'un homme vers la lumière, tandis que la cinématographie de Vishnu Rao sublime chaque cadre pour offrir une expérience visuelle immersive.

Le Journal du Dimanche

Le mercato s'agite en Angleterre

Arsenal boucle l'arrivée de Viktor Gyökeres pour 63,5 millions de livres

Le feuilleton Viktor Gyökeres touche à sa fin. Arsenal finalisera ce week-end le transfert de l'attaquant suédois de 27 ans, pour un montant de 63,5 millions de livres. Les discussions avaient brièvement été bloquées en raison de désaccords sur les clauses de revente, mais les deux parties ont désormais trouvé un terrain d'entente. Gyökeres s'apprête à signer un contrat de cinq ans avec les Gunners.

Après avoir échoué à recruter Alexander Isak et Benjamin Sesko, Arsenal s'est tourné vers Gyökeres pour combler son besoin criant d'un véritable numéro 9. L'ancien buteur de Coventry City sort d'une saison exceptionnelle avec le Sporting Portugal, où il a inscrit 54 buts en 52 matchs. Des performances qui ont attiré l'attention des plus grands clubs européens, mais c'est bien à Londres qu'il poursuivra sa carrière.

Mikel Arteta, soucieux de renforcer rapidement son secteur offensif, se réjouit de cette arrivée : *« Une fois les derniers détails réglés, nous voulons l'intégrer au plus vite dans le groupe. »* Le manager espagnol compte sur l'international suédois pour apporter une nouvelle dynamique à son attaque. Gyökeres rejoindra l'effectif d'Arsenal en pleine tournée asiatique. Après Singapour, les Gunners se rendront à Hong Kong pour y affronter leurs rivaux de Tottenham Hotspur dans un derby amical très attendu. Ce transfert symbolise les ambitions retrouvées d'Arsenal, bien décidé à jouer les premiers rôles cette saison en Premier League.

Isak – Le futur du buteur suédois en suspens, Newcastle temporise

L'avenir d'Alexander Isak à Newcastle est désormais au centre de toutes les discussions, alors que Liverpool affiche un intérêt soutenu pour l'attaquant suédois. Mais pour Eddie Howe, manager des Magpies, toute décision devra d'abord *« être la bonne pour Newcastle »*.

Absent du voyage en Asie – où Newcastle devait affronter Arsenal à Singapour – Isak est officiellement resté en Angleterre pour soigner une blessure à la cuisse. Toutefois, des sources proches du club indiquent que l'international suédois de 25 ans examine sérieusement la possibilité d'un départ, malgré son contrat courant jusqu'en juin 2028.

« Bien sûr qu'il y a des choses qui se passent en coulisses », a reconnu Howe, en conférence de presse avant le match amical face aux Gunners. *« Il est dans l'actualité tous les jours, et ce n'est pas évident à vivre. Mais tout ce qui se dit entre le club, Alex et moi restera privé. Ce que je peux dire, c'est que nous avons une excellente relation. Il est très respecté dans le vestiaire et a été exceptionnel depuis son arrivée. »*

Recruté à l'été 2022 pour environ 60 millions de livres auprès de la Real Sociedad, Isak a brillé la saison dernière avec 27 buts en 42 matches toutes compétitions confondues. Un rendement qui attire les convoitises, notamment celle de Liverpool, malgré le récent recrutement d'Hugo Ekitike pour 69 millions de livres.

Amorim prévient : les indésirables de Manchester United ne partiront pas à prix cassé

Ruben Amorim, le nouvel entraîneur de Manchester United, envoie un message clair aux clubs intéressés par ses joueurs placés à l'écart : inutile d'espérer un bon coup de dernière minute. Marcus Rashford ayant rejoint le FC Barcelone, les autres membres du *« bomb squad »* – Alejandro Garnacho, Antony, Jadon Sancho et Tyrell Malacia – sont de retour à Carrington, écartés de la tournée estivale du club aux États-Unis.

Alors que des rumeurs envoient Antony vers un retour au Real Betis et que la Juventus surveille Sancho, Amorim reste inflexible. *« Le club a fixé un prix pour ces joueurs. Si ce n'est pas respecté, ils resteront à Manchester United »*, prévient-il. L'entraîneur portugais admet que certains veulent partir et que d'autres doivent libérer de la place, mais rejette l'idée de brader ses éléments. *« Les clubs attendent le dernier moment, mais ils pourraient être surpris. Je suis prêt à réintégrer les joueurs. »*

Dans le sens des arrivées, United a déjà investi près de £130 millions sur Matheus Cunha, Bryan Mbeumo et le jeune Diego Leon. Amorim espère encore un buteur et un milieu défensif, sans garantie. *« Si je dois affronter Arsenal avec ce groupe, je suis heureux. L'important, c'est d'avoir des joueurs qui veulent être ici. »*

Un message d'autorité pour une saison qui s'annonce décisive après une 15e place catastrophique.

Le Journal du Dimanche

Directeur de publication
et rédacteur en chef
Richard Nauvel
Email : info@journaldudimanche.com
Website: journaldudimanche.com
Marketing et publicité :
Jenna Ng Tin Hung.
Adresse : Ritter Street, Curepipe
Mobile : 5777 7458

Le Journal du Dimanche

Ambiance électrique au Champ de Mars : Cartel Boss, Transonic, Xavion et The Gatekeeper font sensation !

Ce samedi matin, le Champ de Mars a renoué avec la grande foule et l'adrénaline des courses. Des tribunes bien garnies, une météo idéale et des chevaux affûtés : tous les ingrédients étaient réunis pour offrir un avant-goût spectaculaire de la saison 2025. Quatre courses de préparation étaient au programme, avec des performances qui ont fait vibrer les turfistes.

Course 1 : Cartel Boss sans opposition

Le public n'a pas eu à attendre longtemps pour voir un show de qualité. Cartel Boss (écurie Samraj Mahadia - Roberto Perez) a pris la tête dès le départ pour ne plus jamais la lâcher, s'imposant avec autorité. Amancio (Gujadhur - Manoel Nunes) a produit un excellent finish pour accrocher la 2e place, devant Walking On Wings (Nagadoo - Bavish Goolgar) et Canary Island (Allet - Denis Schwarz).

Course 2 : Transonic confirme pour Mahadia

L'écurie Samraj Mahadia a enchaîné avec une deuxième victoire grâce à Transonic, monté une nouvelle fois par un très inspiré Roberto Perez. Facile vainqueur, il a devancé Secret Circle (Sewdyal - Rama), Anderson (Foo-Kune - Ramsamy) et Amandla (Mootien - Curatolo).

Course 3 : Xavion déploie ses ailes

Cette épreuve a vu la brillante démonstration de Xavion (Foo-Kune - Donavan Mansour), irrésistible dans les 400 derniers mètres. Il a dominé la pouliche Wugug (Gujadhur - Nunes), suivie de Betathantherest (Nagadoo - Ecroignard) et Colour My Fate (Sewdyal - Rama).

Course 4 : The Gatekeeper, le retour gagnant

Très attendu, The Gatekeeper (Rye Joorawon) n'a pas déçu, offrant une victoire éclatante au duo Rameshwar et Subiraj Gujadhur. Il a résisté au retour de Lunafacation (Mahadia - Perez), tandis que Join The Dots (Gujadhur - Nunes) et Favour (Allet - Schwarz) ont complété le quatuor de tête.

Entre cris de joie et encouragements nourris, cette journée a confirmé l'enthousiasme du public et la préparation avancée de plusieurs écuries majeures. La saison 2025 s'annonce spectaculaire.

Photos credits : MTC

CHEZ MANUEL RESTAURANT
418 35 99

LadyBIZ
"With LadyBIZ insurance let's protect our business and let's grow together"
"Peace of mind for us women entrepreneurs"
NIC General Insurance Co. Ltd (IS15000025) is licensed by the Financial Services Commision.
• Protection against the risks of fire, theft, flooding
• Injury, illness and death coverage for you and your employees
• The lowest plan starting as from Rs 20 per day
602 3000
nicl.mu
NIC
General Insurance